

**Manière de voir**  
**A qui profite l'Université des Montagnes ?**

pp.2 et 11

**Patchwork**  
**Les artistes et le compte d'affectation spécieux**

p. 11

**Edito**  
**Les opposants ont-ils une marge de manœuvre pour battre Paul Biya en 2018 ?**

p.4

**MAURICE KAMTO**

# L'intellectuel, le politique et la renaissance



- ☑ Le MRC battra le RDPC en 2018
- ☑ Notre gouvernance actuelle est calamiteuse
- ☑ Le chef de l'Etat a une peur panique de la décentralisation
- ☑ Il est temps de créer une langue nationale ;
- ☑ Nous ne sommes jamais sortis du parti unique
- ☑ Nous sortirons de la zone Franc si l'intérêt national le commande

Lire notre dossier page 4 à 10

**Crise anglophone : mais que propose l'opposition ?** p.3



BONNES FEUILLES

## A qui profite l'Université des Montagnes ?

PAR AMBROISE KOM\*

(à suivre)

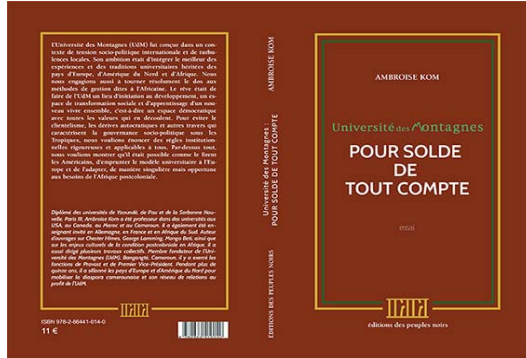
L'une de mes préoccupations à l'UdM, comme je l'ai indiqué précédemment, consistait à traduire nos paroles en actes et à veiller au respect quasi scrupuleux de la philosophie fondatrice que nous nous étions donnée. Nous connaissions les maux dont souffrait le secteur public de l'enseignement supérieur national et il s'agissait d'éviter à tout prix de les reproduire. Bien que l'enseignant d'universités d'État soit, somme toute, convenablement rémunéré, l'émiettement des revenus sous forme de primes diverses (primes de recherche, indemnités de soutenance et autres allocations) le démotive et le pousse à désertir le campus et les salles de classe pour un poste dans l'administration. L'UdM se promettait d'offrir à ses enseignants un salaire suffisamment confortable pour éviter d'avoir à payer le genre de primes qui peuvent dénaturer la relation enseignant/enseigné et créer un sentiment de frustration parfois difficilement explicable. Nous savions que les effectifs pléthoriques pouvaient engendrer des manipulations en matière de notes d'évaluation, mais aussi des habitudes de tricherie et qu'il nous fallait offrir des conditions de formation plus attrayantes, plus saines, et libres de ce qui est parfois appelé « résultats sexuellement transmissibles ». L'UdM ouvrit ainsi ses portes dotée d'une administration académique innovante, d'une charte de l'enseignant et d'une gestion informatique des données pour une appréhension en temps réel des différents ratios. De même, nous fîmes en sorte que le système Licence/Master/Doctorat (LMD) ne soit pas une simple incantation mais une réalité maîtrisée, et que la professionnalisation des formations repose sur des équipements de laboratoires et des stages pratiques avérés.

### 1. Des objectifs difficiles à réaliser

Notre ambition était de donner naissance à des citoyens décomplexés, munis de diplômes compétitifs, leur permettant de rivaliser avec les jeunes de leur génération dans un monde globalisé. Il ne s'agissait pas de former

des hommes et des femmes inutiles, mais des citoyen(ne)s capables de créer des emplois, de la richesse et de s'adapter au monde scientifique, économique et industriel environnant, le tout en gardant une identité africaine adaptée au monde postmoderne. Nous souhaitions ainsi leur apprendre à devenir socialement responsables, en créant non pas des syndicats, mais des mutuelles pour gérer des besoins essentiels, tels que les services de reprographie, la petite restauration, les animations culturelles, etc. La situation géographique de l'UdM, implantée dans l'arrière-pays, ne devait pas non plus empêcher le développement d'une coopération dynamique (rencontres, échanges) avec des enseignants d'Europe, d'Amérique du Nord ou d'autres pays d'Afrique.

Pour atteindre pareils objectifs, nous devions entretenir un environnement moral et administratif exemplaire. Voilà pourquoi une charte énonçant la philosophie fondatrice de l'institution fut élaborée, charte qui fait toujours l'objet de mises à jour régulières. Il y est rappelé que l'UdM est une initiative de la société civile et ne relève donc ni des pouvoirs publics, ni d'un quelconque ordre religieux, ni du secteur privé classique, à but lucratif. Il s'agit d'un projet de transformation sociale dont l'objectif est de prouver que l'Afrique peut être SUJET de sa propre histoire et qu'elle est à même de trouver des solutions aux problèmes cruciaux qui la tenaillent, pour agir sur son destin. Le contexte plutôt afro-pessimiste qui était celui de la naissance de l'UdM (pauvreté accrue; ajustement structurel quasi généralisé; autoritarisme des gouvernants, etc.) nous invitait à conjurer le sort et à démontrer qu'il était possible d'inventer des stratégies de lutte contre la précarité sociale, l'austérité et autres difficultés qui nous assaillaient. Il suffisait, pensions-nous, de travailler ensemble vers la recherche du bien-être collectif, de vouloir, pour paraphraser Ngugi Wa Thiong'o, quitter la marge, non pas simplement pour aller vers le centre ou pour se mettre au centre, mais pour devenir son



propre centre ou pour créer sa propre centralité.

L'UdM devait ainsi un espace où l'on devait trouver des solutions aux problèmes du Cameroun et de l'Afrique et où allait émerger une pensée ouverte sur le monde, tournée vers la recherche constante du Vrai, du Juste, du Bien et du Beau. Les initiateurs de l'UdM rêvaient d'édifier une société humaine digne et respectueuse des valeurs d'équité et d'égalité, libre de toute exclusion ou de toute discrimination. C'est pourquoi nous souhaitions, dans le cadre de l'UdM, promouvoir le mérite individuel, la justice sociale et faire triompher les libertés académiques et un esprit de tolérance qui ne soit pas synonyme d'impunité. Il s'agissait de tourner le dos à la bureaucratie improductive, à la flouterie, à la gabegie et à la gestion discrétionnaire et opaque qui plombaient l'avenir du pays. Reposant sur une économie alternative et solidaire, l'UdM devait toujours s'inscrire dans la recherche de l'excellence, l'imputabilité, la transparence managériale, la responsabilité, l'éthique, l'intégrité et la quête de l'autonomie financière.

L'objectif était ainsi d'éviter les conflits d'intérêts, les pratiques clientélistes et d'œuvrer en faveur du respect rigoureux des procédures établies, que ce soit en matière de recrutement du personnel, d'achats ou la passation des marchés. En définitive, l'UdM devait se définir comme un espace d'initiation à la démocratie de base, excluant les pra-

tiques du pouvoir souverain et de l'usage politique du droit. Il ne s'agissait ni plus ni moins que de mettre en pratique l'ambition affirmée dans Changer le Cameroun (1990), à savoir, mettre à la disposition des étudiants, des modèles porteurs de valeurs. Comme le dit très bien Barack Obama, nous rêvions d'une institution fortement instituée et pas nécessairement d'hommes forts à la tête d'une institution. Le rêve était-il trop beau, l'utopie trop utopique ?

Au lendemain de la création de l'association chargée de défendre l'UdM, nous observâmes une certaine effervescence autour du projet. Nous crûmes même, pendant un temps, pouvoir financer nos activités à partir des cotisations des membres. Mais l'enthousiasme fut de courte durée. Il est difficile de dire si la complexité du projet et les difficultés rencontrées dans la mise en place de l'institution furent à l'origine de la baisse de la ferveur collective ou s'il s'agissait d'une simple désaffection. Si certains adhérents de l'association s'en retournèrent à leurs activités habituelles, d'autres gardèrent malgré tout une oreille attentive. Certains s'affairaient autour des petits marchés relatifs à la mise en état du campus provisoire de Mfetum tandis que d'autres s'imaginaient déjà développant une immense ferme agro-pastorale sur le site octroyé par le roi des Banganté pour la construction du futur campus de l'UdM. Je dois avouer qu'à l'époque je n'avais pas véritablement com-

pris l'agitation qui régnait autour du projet de la ferme agro-pastorale. Les initiateurs de ladite ferme, qui se présentaient comme des hommes d'affaires aguerris, en étaient même arrivés à vendre des parts sociales pour leur projet à des associés qui ne savaient rien de l'UdM. Ce n'est que quelques années plus tard, lorsqu'il fut question d'accorder un statut à la clinique d'application que je perçus les enjeux autour de la ferme agro-pastorale. Bien que la clinique soit une exigence du Minesup en matière de formation médicale et que le Ministère de la Santé ait adossé les Cliniques Universitaires des Montagnes (CUM) comme terrain d'application au service de l'UdM, nombreux sont les membres de l'association qui ne voulaient rien savoir. Ils insistaient pour que la clinique constitue un projet à part, tout comme l'aurait été la ferme agro-pastorale ou d'autres projets qu'ils ambitionnaient de créer autour ou sur le site de l'UdM.

Si malentendu il y a eu, il était quasiment imprévisible. Inaptes à comprendre le rôle que pouvait jouer une institution d'avant-garde dans leur environnement et totalement fermés à ce que pouvait être une aventure à but non lucratif, nombre de Bamilékés, hormis la diaspora, n'y ont vu qu'une opportunité d'affaires, quitte à tremper l'institution dans une sauce à leur goût. La séparation des CUM de l'UdM, la création d'une ferme agro-pastorale ou d'autres initiatives (Sociétés Civiles Immobilières...) conduisaient à la création d'un groupe, non pas pour soutenir l'UdM, loin de là, mais simplement pour imaginer des façons de s'enrichir plus ou moins licites. Le discours sur l'institutionnalisation était donc tout sauf intelligible et s'évertua à expliquer qu'en tant que Trustee, l'association avait pour rôle essentiel, et même exclusif, de trouver des financements pour l'UdM était tout aussi vain. N'est-ce pas pourtant le modèle qui a fait la fortune des universités privées aux USA ?

A y regarder de près, la rapacité ragueuse de certains membres ordinaires de l'association n'était qu'un épiphénomène, étant donné le système de prédation que la poignée d'individus qui gérait l'institution au quotidien était en train d'instaurer sur le campus. Au fait du modèle camerounais de gestion et d'administration, nous avions fait en sorte de l'éviter (page 11)

**Soutenez notre indépendance**  
**En achetant un numéro de *Germinal***  
**Notre indépendance, c'est vous.**  
**Continuons les combats**



**Siège : Mendong-Yaoundé**  
B.P. 13 525 Yaoundé  
Fax: (237) 22 31 46 15  
Website:

**www.germinalnewspaper.com**  
e-mails:  
germinal.hebdo@yahoo.fr  
info@germinalnewspaper.com

**Directeur de la Publication**  
**Rédacteur en chef**  
Jean Bosco TALLA  
Tel. 677 314 898  
e-mail : jbtalla2001@yahoo.fr

**Editorialiste**  
**JEAN BAPTISE SIPA**  
(+237) 699460611  
jbsipa@gmail.com

**Conseiller**  
**Célestine LINGO**

**Secrétariat de rédaction**  
Ikemefuna Oliseh

**Rédaction Générale**  
Jean-Bosco TALLA  
Koumpa Mahamat  
Jean Paul SIPADJO

**OLIVIER NDEKOP**  
Serge-Alain KABASSINÉ  
David KOFFI  
Etienne LANTIER  
Yvan EYANGO  
Yvanna Claire Owona  
MAHEU

**Secrétariat Technique**  
**SAMORY**

**Production Relations & Publiques**  
Emuna BATA

**Agent commercial**  
**FOTSING**

**Impression**  
MACACOS

**Distribution**  
MESSAPRESSE

**SAMORY**

**SARL**



**Tous les derniers jeudis du mois au Franco Hôtel Yaoundé: une discussion sur un sujet en rapport avec l'actualité nationale et internationale.**  
Suspendue pour la ville de Yaoundé dans l'attente des décisions des tribunaux qui ont été saisis

## Crise anglophone : que propose l'opposition ?

Par Jean Baptiste Sipa

On dit que les partis politiques camerounais ne sont pas « **républicains** », mais « **ethniques** ». Sur papier, le Cameroun s'honorait de plus de 300 partis politiques dont moins d'une dizaine compose la « **majorité présidentielle** », pour 250 ethnies. On aurait même des ethnies pluripartistes alors ?

Pour autant, il n'est pas aisé de parler d'une opposition camerounaise en tant que dynamique cohérente, capable d'offrir une alternative à la monarchie gouvernante. Dussé-je prendre quelques injures, il est évident que des partis ethniques, **catégories singulières d'opposants**, seraient-ils 290 ou 1000, ne font pas forcément une opposition efficace. A fortiori si le pouvoir est résolu à abuser de la violence d'Etat à des fins particuliers. Et s'il y a une opposition dans le pays, elle est manifestement aphone, même si ses leaders sont coutumiers de gesticulations colorées dans les campagnes électorales. Nos leaders politiques rêvent d'aller déloger M Biya d'Étoudi, pour s'installer dans son fauteuil jousif. Ambition certes légitime pour chacun, mais, pas toujours justifiée. Quand on leur montre qu'ils ne peuvent pas y arriver sans le peuple électeur réduit à la portion congrue de 3 à 4 millions sur plus de 15 millions d'électeurs potentiels, et que l'électorat de l'opposition, majoritairement dans l'abstention, ne peut pas voter sans pouvoir choisir entre plusieurs offres politiques, chacun répond qu'il a « **un projet de société qui est connu de tous** ».

Le comble c'est que certains d'entre eux sont opposés à une inscription massive sur les listes électorales, au motif, disent-ils, que « **cela facilite la tâche au RDPC** ». Ils ne comprennent donc pas encore que les plus de 10 millions d'électeurs potentiels qui boudent les urnes sont **des citoyens opposés au régime gouvernant ou à ses méthodes de gestion des élections**, et qu'en les transformant en **votants et contrôleurs de leur vote**, les lignes de la fraude peuvent bouger. Ils sont les premiers à répandre sur les réseaux sociaux, les colonnes des journaux et plateaux de télévision, qu'« **il est inutile d'aller voter parce que le RDPC a déjà gagné** ». Opposants supposés, ils sont si convaincus de leur incapacité, et ont tellement intégré les certitudes du RDPC au pouvoir, qu'ils en oublient qu'en **démocratie la carte électorale est constitutive de l'identité du citoyen**.

Dans notre contexte où le calendrier électoral est fluctuant et est fonction de l'humeur du président nationale du Rdp, qui cumule ses fonctions de chef de parti avec celle de président de la République, le citoyen électeur **doit pouvoir faire usage de sa carte électorale**, même si on annonce une élection à minuit. Il est impératif de lui expliquer que si le vote est un droit, **l'expression du suffrage est une obligation, en vertu de la responsabilité de chacun à l'égard de l'intérêt général**. C'est une obligation de tout parti politique dont la « **contribution au suffrage du peuple** » ne consiste pas seulement à briguer des scrutins.

Ne pas le faire est un déficit de vision politique, dont l'une des conséquences peut être que M. Biya crée tout d'un coup les conditions de transparence électorale, convoque le corps électoral dans la foulée, quand les dix millions d'électeurs non inscrits à ce jour sont encore absents des urnes. Les mêmes 2 à 3 millions d'électeurs supposés qui maintiennent « **l'homme lion** » au pouvoir depuis 35 ans iraient le reconduire. Et il continuera à gouverner avec 12 à 14% des 25 millions de Camerounais. Mais cette fois, **le responsable de son illégitimité sera bien cet électoralat potentiel piégé par une prévention fallacieuse**, et non plus la fraude électorale.

Si je dis « **j'ai voté et on a volé mon vote** », c'est le constat d'une faute dont je ne suis pas responsable, et qui mérite un jugement. Quand je dis : « **je n'ai pas voté parce que j'avais peur que mon vote soit volé** », c'est une lâche présomption dont je peux porter la responsabilité des conséquences au cas où un « **ennemi** » du peuple est élu grâce à mon absence.

N'oublions jamais qu'en 1992, lorsqu'un parti politique qui portait l'espérance de changement, sous-estimant la volonté populaire, refusa le rendez-vous dans les urnes avec la majorité citoyenne. Laquelle, sans quoi, se serait emparé de l'Assemblée nationale, et aurait à tout le moins rétabli l'équilibre du pouvoir. On n'en serait probablement plus là aujourd'hui.

Quand nos leaders politiques affirment avoir « **un projet de société qui est connu de tous** » ils oublient deux choses : primo, un « **projet de société** » n'est pas toujours, ni nécessairement une **vision de société**. Pour

preuve, « **le libéralisme communautaire** » n'a jamais été d'aucune référence pour la gouvernance de M. Biya. Où alors, qu'on nous montre en quoi.

Secundo, c'est une hérésie de penser qu'un parti politique doit garder son « **projet de société** », dans un tiroir, pour le **déballer seulement le jour où il prendra le pouvoir**. C'est ce qu'affirment nombre de nos partis d'opposition. Ils ignorent qu'avant d'être un **instrument de conquête de pouvoir**, un parti politique est d'abord une **force de propositions ou de contre propositions de politiques publiques**, et non une boutique qui se **protège de la concurrence**.

A la faveur d'une crise sociopolitique mal gérée depuis quatre mois dans les régions Sud-ouest et Nord-ouest du pays, le Cameroun développe une sorte de **camerounophobie** qui le menace au mieux d'une guerre civile, au pire d'un éclatement.

Par une répression irréflective, un gouvernement irresponsable pousse des populations à s'organiser pour la partition de leur pays. Et **l'opposition**, puisqu'il y en aurait une, ne dit rien. Ou plutôt, des opposants, au nom de leurs partis, dénoncent, condamnent et bavardent sur les réseaux sociaux, dans les journaux et sur les plateaux de télévision, sans assurance d'être entendu au cœur du pouvoir.

En face, un perroquet national leur répète que leurs accusations sont fausses et leurs dénonciations sans objet. Tout est mis en œuvre pour museler ou terroriser la presse. Des Forces dites « **de l'ordre** » continuent d'arrêter arbitrairement, de déporter, de torturer... Exactement comme s'il fallait prouver que le Cameroun est **un pays de non droit et sans droits**. Et, « **causez toujours** », semble dire le chef de l'Etat avec l'air de regarder jouer les enfants dans une cour de récréation. Sans états d'âme pour la dangerosité du jeu.

A vrai dire, des leaders opposants qui ne se demandent pas dans de telles circonstances ce qu'ils auraient fait ou pourraient faire à la place de Paul Biya, sont-ils autre chose que des « **apprentis sorciers** » ? Se borner devant ce grave problème à faire le procès du gouvernement Biya, sans proposer aucune solution alternative à la répression contre productive, n'est-ce pas s'inscrire dans la même logique de simplification dangereuse que le pouvoir responsable de la situation ?

Il me semble que c'est bien ici et maintenant qu'il faut trouver une solution à la crise anglophone, et non après une victoire, plus ou moins, hypothétique d'un opposant en 2018. Dans les démocraties authentiques, ce genre de circonstances non souhaitables par personne, oblige pouvoir et opposition à déposer leurs armes aux vestiaires, en transcendant leur égo, pour sauvegarder l'unité de la nation.

Dans une autre vie, Maurice Kamto a écrit que « **le seul génie des dirigeants des monarchies tentaculaires (africaines) qui ne sont ni patriotiques ni inspirées** », était, entre autres, « **d'avoir su simplifier le pouvoir à l'extrême, le réduire à son plus petit élément confiné dans une sphère qu'ils contrôlent et maîtrise de façon absolue...** » (Lire *Déchéance de la politique*, éd. Mandara, 1999). Suivons son regard !

Au Cameroun, ce confinement a notamment transformé en dangereuses querelles ethno-politiques ce qui devrait être un multiculturalisme propice à la mystique nationale. Ce qui justifie la grande difficulté des partis d'opposition (d'ailleurs simples excroissances dudit système), à s'épanouir au-delà de l'ethnie de leurs dirigeants. De là à penser que chaque ethnie devrait s'obliger à placer un de ses fils à la tête de l'Etat, il n'y a qu'un pas que plein de **chair-person's** ont déjà franchi en leur âme et conscience.

Comment donc demander sans être ridicule, aux égos surdimensionnés de ces leaders, de s'asseoir ensemble autour d'une table, pour proposer de manière consensuelle à M. Biya, d'autres pistes de réponse à la crise que la répression affective par son administration.

C'est pourtant une démarche qui révélerait leur convergence sur la question nationale, et leur capacité à taire leurs différences quand le salut de la patrie l'exige, et permettrait à une **opposition cohérente**, de **prendre à témoin l'opinion publique et la fameuse Communauté internationale**, de son sens de responsabilité, et/ou de la mauvaise foi du président Biya, au cas où il lui oppose une fin de non recevoir. Mais, lequel de nos leaders aura l'humilité et le courage de convoquer pareille assise sans avoir peur que les autres s'y opposent ou le boycottent ?

## Editos

### Est-il possible de battre Paul Biya en 2018?

En l'état actuel du système électoral, administratif et politique acquis à un homme, Paul Biya, y a-t-il une once de chance à un candidat, non pas de l'ancienne garde des années de braise, dont on sait aujourd'hui qu'elle n'était faite que d'individus plus ou moins opportunistes, plus ou moins affidés à Paul Biya qui a bien voulu leur distribuer des rôles d'opposants figuratifs, pour animer la galerie politique et donner le change à l'opinion nationale et internationale quant à la réalité du multipartisme politique, mais de la nouvelle génération de l'opposition politique, de battre l'homme du 6 novembre à la prochaine élection présidentielle de 2018 ? « Ne dure pas au pouvoir qui veut mais qui peut », répondait alors sur cette question Paul Biya à François Hollande. En maître du jeu politique, auquel d'ailleurs l'expérience des sphères du pouvoir l'a rompu, Paul Biya donnait ainsi un signal en direction de la classe politique nationale. Ce signal a-t-il été bien décrypté par ses destinataires ?

Alice Sadio, Kah Walla, Nkou Mvondo, Maurice Kamto, peuvent-ils battre Paul Biya ? Tous ont la volonté et veulent bien croire en leur capacité. Kamto a même l'intime conviction. Il déclare qu'il battra Paul Biya en 2018. Faut-il le suspecter de naïveté politique ? Certainement pas. Si non pourquoi serait-il rentré en politique, si ce n'est pour conquérir le pouvoir ? Mais les Camerounais que plus d'un demi-siècle d'oppression politique a rendu désabusés sinon pessimistes quand à la réalité d'un changement radical de la nature du système qui les gouverne, attendent d'être convaincus par cette jeune génération émergente d'entrepreneurs politiques. Cependant, il reste qu'au plan de l'analyse politique, l'objectivité commande qu'on s'interroge sur la marge de manœuvre dont ils disposent, entre les Camerounais qui pour l'essentiel, désormais affichent une distance et une incrédulité vis-à-vis du jeu politique, et la machine administrative à la solde du RDPC et de l'homme Biya. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'au fil du temps cette marge se réduit comme une peau de chagrin. Est-ce dans de telles conditions qu'ils pourront damer le pion à Biya ? Il est permis d'en douter. Alors de quels moyens disposeront-ils pour mettre fin au régime actuel ? Serait-ce en fédérant leurs forces ? D'ailleurs, sont-ils intéressés par cette option ? Devront-ils compter avec une certaine société civile ? Serait-ce par les moyens d'une insurrection populaire suivant le schéma burkinabé ou tunisien ? Les Camerounais suivront-ils seulement à ce moment-là, auquel cas comment réagir Biya en face ? En déployant les forces de 3ème et 4ème catégories, comme à son habitude et comme ce fut le cas en 2008 ? Dans l'hypothèse d'un tel scénario, ces jeunes leaders et les Camerounais tiendront-ils ? Si oui, pour combien de temps ?

Cependant, il y a une chose qui ne peut être nier, c'est qu'il y a un travail d'occupation du terrain politique qui a été engagé par la nouvelle génération de l'opposition politique. Il lui s'agira pour elle d'être sur tous les fronts de la lutte sociale, culturelle, économique et politique. Peut-être, les résultats n'arriveront peut-être pas en 2018. Mais il ne faut pas perdre espoir car comme dit l'adage on ne peut pas tromper et opprimer le peuple tout le temps. Quand viendra le temps de la moisson, et Dieu seul sait qu'il est pour bientôt, alors là, le peuple camerounais reprendra possession de sa souveraineté et donnera mandat à qui il élira. Mais d'ici là, il faut croire que tous tiendront le coup et les épreuves qu'il y aura à endurer et qu'ils ne trahiront pas les Camerounais pour des strapontins ministériels et quelques billets de CFA, comme l'ont fait leurs devanciers. C'est dire si le jeu politique au Cameroun reste ouvert et à engager résolument sur les chantiers de la reconstruction. Et les travaux sur cette question existent, à l'instar de l'ouvrage collectif Repenser et reconstruire l'opposition, dont ils peuvent s'en inspirer et tirer profit. En tout état de cause c'est une tâche à laquelle, ils devront s'y atteler afin de poursuivre le travail de sensibilisation tous les Camerounais qu'ils ont commencé, sans oublier d'y associer toutes les expertises et les bonnes volontés.

## Si la trajectoire de Maurice Kamto m'était contée !



La question de savoir sous laquelle de ces casquettes : M. le Professeur, Maître, M. le Ministre, M. le Président, il aimerait qu'on l'appelle, Maurice Kamto que j'ai l'honneur de rencontrer pour la première fois répond qu'il n'a aucune préférence et qu'il ne voit pas d'inconvénient à ce que l'on interpelle par son nom. Le ton, la pose et la tenue de l'homme que j'ai en face de moi ne me paraissent pas d'une modestie dissimulée ou artificielle. J'ai le sentiment que ce sexagénaire cultive un détachement vis-à-vis des titres dans un contexte camerounais fortement marqué par un fétichisme inflationniste des titres ronronnant, des grades universitaires dont on se gargarise ostensiblement, et des positions sociales dont aime abuser à des fins de trafic d'influence. Au Cameroun, en effet, une crise ontologique sévit depuis l'avènement du Renouveau : on n'existe pas si on n'a pas une position sociale et quand on l'a, on l'affiche ostentatoirement, à la limite du grotesque. Maurice Kamto paraît sortir du lot. Cette attitude m'a poussé, après l'avoir écouté, à en savoir davantage sur la trajectoire de ce Camerounais dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle aura été riche et brillante.

Maurice Kamto est né un 14 février 1953 à Bafoussam, le chef-lieu de la Région de l'Ouest Cameroun, dans une famille modeste. Cette détermination sociologique explique sans doute, la modestie que je lui trouve. Après de brillantes études primaires et secondaires, sanctionnées par un Baccalauréat, il entre à l'Université de Yaoundé, au courant de l'année universitaire 1975/1976. En 1979, il obtient au terme de quatre années d'études, une Licence en Droit public. Il faut dire qu'à l'époque, c'était le temps imparti à ce cycle qui sera pourtant revu à trois ans dans les autres facultés. Un mouvement de protestation dont Kamto est porté à la tête par ses pairs de la Faculté de Droit se fait entendre qui finit par obtenir la réparation d'une telle injustice. Cela vaudra au jeune leader ses premières démêlées avec le pouvoir autocratique et policier d'Ahidjo. Il s'envole alors en France où il dépose ses valises à l'Université de Nice. En 1980, il y obtient un DEA en Droit public fondamental avec mention assez bien. En 1981, il obtient un autre DEA en Droit international public et privé avec mention bien. En 1982, il est diplômé de l'Institut d'Administration publique de Paris. À Nice, il va obtenir d'autres diplômes : en Études communautaires, etc. Il faut rappeler qu'il aura été reçu au Cameroun, au concours d'entrée à l'IRIC. À l'époque cette grande école formait uniquement des diplomates. En 1983, Kamto va soutenir une thèse de Doctorat d'État en Droit à la Faculté de Droit de Nice, avec mention très bien, Prix de thèse de la ville de Nice, Prix des sciences de l'académie d'outre-mer. Il sera également agrégé des Facultés françaises de droit. Son directeur de thèse lui propose alors un poste d'enseignant. Mais Kamto, comme beaucoup de jeunes camerounais exilés d'alors, aspire à rentrer au Cameroun, ce d'autant que le Président Ahidjo venait de démissionner au profit de Biya qui déclarait alors qu'il n'est plus nécessaire pour exprimer ses opinions, de s'exiler ou de prendre le maquis. Kamto rentre donc au Cameroun. Commence pour lui une carrière d'enseignant qui le conduit à l'université de Yaoundé, de Ngaoundéré et depuis 1994, à l'université de Yaoundé II, où il sera Doyen de la Faculté des Sciences juridiques et politiques. Kamto enseigne également à l'ENAM et à l'IRIC. Il est régulièrement invité par plusieurs universités occidentales et africaines. Depuis le 27 septembre 1999, il est membre de la Commission de Droit international des Nations Unies, il est également membre et conseiller juridique de la délégation camerounaise

de la Conférence diplomatique de Rome pour la création de la Cour Pénale Internationale dont il est d'autre part, membre du comité de rédaction. C'est dire si au plan professionnel Maurice Kamto aura eu une vie brillante et remplie.

On peut situer le début de la carrière politique de Kamto à partir de sa contribution en tant qu'avocat de la délégation camerounaise, à la résolution du conflit frontalier qui opposait le Cameroun au Nigeria, au sujet de la presqu'île de Bakassi, courant 1994-2008. Ce sera sans doute ce qui explique sa nomination au gouvernement comme ministre délégué auprès du Vice-premier ministre, ministre de la Justice, en décembre 2004. Il se disait alors que le régime de Biya très mal vu par les institutions internationales avait besoin de la caution morale que lui apporterait un homme de la trempe de Kamto. Mais voilà qu'en 2011, contre toute attente celui-ci démissionne. Que s'était-il passé ? En 2012, un 13 août, Kamto se lance avec d'autres personnalités dont Alain Fogué Tedom, dans la création d'un parti politique, le MRC. Il faut dire que le fondateur du parti au départ est Fogué, et c'est à l'issue plus tard des élections internes au parti que Kamto est porté à la présidence du MRC. Commence alors pour ce néophyte de l'arène politique camerounaise une période de baptême de feu, où il sera attaqué de toutes parts. D'abord, à l'intérieur du parti où Assigana Fabien et certains jeunes loups lui contestent sa qualité de leader et sa gestion qu'ils jugent autocratique, voire ethnofasciste. Le premier scandale qui va mettre le feu aux poudres sera l'emprisonnement d'un jeune du parti, Denis Atangana. Certains pointent du doigt le RDPC comme celui qui tirerait les ficelles et les marrons du feu. Mais déjà, avant qu'il ne démissionne, Kamto est accusé de plagiat avec Jean Claude Tchouva, par Mouangué Kobila. Ce dernier en effet, leur reproche de l'avoir plagié dans leur Manuel corrigé d'exercices de droit international public, paru en 2010 aux Presses de l'Université catholique d'Afrique centrale. Kamto est également accusé par ce dernier de tribalisme, etc. Naturellement Kamto réagit en portant plainte contre Mouangué, devant les tribunaux. En 2016, pendant qu'il est en campagne dans le fief naturel du SDF, Kamto est accusé par un ancien député de l'UPC, Paul Soppo, au cours d'une émission à LTM télévision, qui y affirme que c'est le cabinet Brain Trust Consulting dont Kamto est actionnaire, qui a produit le projet de Code pénal adopté le mercredi 22 juin 2016, et contre lequel une bonne partie de la population était opposée, et qui lui aura rapporté la rondelette somme de 14 milliards de FCFA. Qu'en est-il réellement ? La vérité serait aux antipodes de ces affabulations, car comment comprendre qu'un ministère dont le budget ne va pas au-delà de 12 milliards, puisse lancer pour 14 milliards, un appel d'offres pour le projet d'un code ? Cela n'est pas vraisemblable et va contre le simple bon sens.

Dans la lettre ouverte qu'il adresse à Kamto, Fabien Assigana, reprenant à son compte des accusations proférées par un groupe de leaders se réclamant du panafricanisme, déclare que Kamto serait pour le maintien du FCFA, qu'il aurait pour modèle Alassane Ouattara, et qu'il aurait taxé Afrique Média de TV de « mille collines » qui devrait être fermée manu militari. En d'autres termes, Kamto serait le candidat des Français. Où est la vérité ? S'agit-il là de simples joutes politiciennes ? Il reste que le MRC de Kamto occupe petit à petit le terrain. En effet, sur tous les sujets d'actualité, depuis la crise de Boko Haram jusqu'aux récents événements de Bamenda et Buéa, on voit le MRC prendre position par la voix autorisée de son président. Cet investissement donne à Kamto d'être confiant au point d'affirmer avec force conviction qu'il battra Paul Biya aux prochaines élections présidentielles de 2018. Kamto en a la conviction intime et la machine administrative de l'Etat-RDPC ne l'arrêtera pas. Le rêve d'un destin présidentiel de plus d'un a été brisé dans ce pays, qui s'est échoué dans les geôles de Paul Biya. Celui de Kamto y échappera-t-il ? Attendons de voir et souhaitons-lui bon vent, car depuis 1992, notre soif de changement n'a jamais été éteinte.

TISSIBE DJOMOND

**Germinal** : Si on vous en laissait le choix, aimeriez-vous qu'on vous interpelle en disant : Monsieur le Président, Professeur, Maître, ou Maurice Kamto ?  
**Maurice Kamto** : J'aimerais que l'on m'appelle Maurice Kamto

**Pourquoi ?**  
 Parce que c'est mon nom

**Si nous voulions aussi nous entretenir avec le président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun, l'intellectuel camerounais et le professeur Maurice Kamto, trouveriez-vous un inconvénient ?**  
 Aucun. Puisque c'est une seule et même personne.

*« ...On en est venu à oublier que la démocratie est et demeure essentiellement un projet éthique, fondé sur la vertu et un système de valeurs sociales et morales qui donne sens à l'exercice du pouvoir ». C'est vous qui avez tenu ces propos dans l'ouvrage « Déchéance de la politique », où vous parlez de « Déchéance morale et exigence éthique dans le gouvernement des hommes en Afrique ». Faut-il considérer que votre esprit « est entré en dissidence » devant ce constat, provoquant votre départ du gouvernement Biya, et votre entrée dans l'opposition politique ?*

Tout départ d'un gouvernement ou de toute activité qu'on a pratiqué pendant un certain temps, à moins que ce ne soit pour des raisons de maladie, est le résultat à tout le moins d'un malaise ou d'un désaccord qui peut être un désaccord de conscience, de méthode, d'objectif, mais en tout cas c'est une volonté de rupture. Dans mon cas comme vous avez pu le constater, je crois qu'il y avait une rupture avec la vision globale de la société qui était développée. C'est la raison pour laquelle les Camarades m'ont fait porteur de leur voix, de la voix de notre parti, pour le projet alternatif que le MRC propose au peuple camerounais

**Si nous vous avons bien compris, vous avez un désir de rupture, pas seulement de changement...**  
 Effectivement. Dans plusieurs domaines, c'est d'une rupture dont a besoin notre pays. Bien entendu, il n'y a pas de rupture sans changement, cela va sans dire. Mais, il peut avoir changement sans rupture. Dans notre vision de la société camerounaise future, il faut rompre avec beaucoup de choses et de pratiques : la corruption, la mal-gouvernance, le non-respect des droits de l'homme et les principes de base de la démocratie, l'absence de vision de la société dans un monde global où la compétition est à l'échelle planétaire et extrêmement difficile entre les différents acteurs. Donc, c'est d'une rupture dont notre pays a besoin. Cependant, indiscutablement, il y aura des domaines de continuité. On ne fracasse pas une société. Il faudra faire attention au socle de la société et éviter d'aller à la destruction. Là où il faudra construire, nous le ferons sur des bases nouvelles.

**Dans ce cas, quelle est la vision alternative que vous proposez ? Autrement dit, quel est le positionnement programmatique et idéologique du parti dont vous avez la charge ?**  
 Notre vision, ou ce que vous appelez positionnement programmatique et idéologique, est large-



## Le Cameroun irait mieux, s'il était bien géré

On peut facilement suivre la trajectoire intellectuelle de Maurice Kamto, cet intellectuel impertinent qui a décidé de se jeter dans l'univers politique, celui des gladiateurs où tous les coups sont permis. En entrant en politique, tout laisse à penser qu'il voulait prendre à contre pied Jean-Paul Sartre qui affirmait dans *Les Mains sales* que l'intellectuel n'est pas un homme d'action. Visiblement, il brûlait de mettre en pratique ses idées. Dans son ouvrage *Déchéance de la politique*, il avait, plusieurs années plus tôt, proposé une recette pour la résolution du « problème anglophone » qui se pose au Cameroun d'aujourd'hui avec acuité. A la page 226 de ce livre, on peut lire : « l'attention portée à la formulation des revendications des groupes, minoritaires ou non, est en soi un début de solution à la crise de la République. La formulation, après écoute, d'une réponse conçue comme moyenne des demandes catégorielles ou grégaires achèvera de conforter, et la République menacée, et les identités inquiètes ». Entretien à bâtons rompus.

ment développée dans notre projet de société qui a été adopté par la convention constitutive de notre parti en septembre 2012. Nous l'avons d'ailleurs publié depuis lors sur notre site Internet, en français et anglais. Je vais ici en donner l'économie.

Nous avons résumé notre vision alternative en cinq piliers.

**Le premier pilier est le Pacte institutionnel.** Sous le mot institutionnel, nous embrassons l'ensemble de la société, d'abord dans sa dimension constitutionnelle et politique avec la lancinante question du vivre ensemble: il y a à cet égard de nombreux problèmes à régler et il ne faut pas pousser la poussière sous le tapis parce que la poussière restera ; ensuite dans sa dimension de structuration et d'articulation institutionnelle, d'allocation ou de distribution du pouvoir au sein de la société qu'il faudra revoir fondamentalement. Par exemple, la restauration de la limitation du nombre de mandats présidentiels.

Il faudra mettre au cœur du débat au Cameroun, l'idée de la République. Je sais qu'il y existe des compatriotes qui peuvent avoir des difficultés avec ce concept, car ils peuvent penser que c'est la négation des composantes sociologiques ou traditionnelles et que dès lors, si on applique à la perfection les principes républicains on peut perdre de vue certaines composantes de la société, surtout, celles qui se perçoivent ou que l'on dit minoritaires.

Mais nous ne sommes pas nés ailleurs qu'au Cameroun. Nous n'avons pas vécu ailleurs, sauf pendant la période où nous avons poursuivi nos études à l'étranger. Nous connaissons donc la société camerounaise. Il n'y a pas de

divorce ou de hiatus entre la réalité de la société camerounaise et le concept républicain. Et justement, la République a pour force d'être le creuset de cette diversité qui autrement ne serait qu'une collection d'ethnies ou de juxtaposition des communautés de base. Et nous pensons que dans la citoyenneté républicaine s'accomplit l'individu au service d'un pays. C'est pour cela que le concept de république est extrêmement important. On peut revenir sur d'autres aspects de la structuration, y compris de la forme de l'État, car le problème auquel nous sommes confrontés dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest sont liés à la forme de l'État.

**Le deuxième pilier est le Pacte éducatif.** Il est également appelé «pacte Jeune». Parce que la formation de la jeunesse camerounaise est essentielle, non seulement pour maintenir le pays dans une certaine dynamique, mais pour lui permettre d'affronter la compétition à l'échelle planétaire. Je l'ai dit à plusieurs reprises, le système éducatif actuel n'est plus pertinent pour le Cameroun. Il a produit des résultats que l'on escomptait, depuis l'indépendance en 1960, pour ne pas dire avant cette date. Il est évident que ce système était destiné à produire une élite de substitution pour remplacer l'élite coloniale et de la première décennie de l'indépendance. Nous pensons que ce système a donné le meilleur de lui-même et qu'il faut passer à autre chose qui correspond aux enjeux et défis du monde actuel. Et c'est la formation, articulée justement à la production des biens et des richesses. Il n'est pas question de balayer du revers de la main la formation intellectuelle. Tant s'en faut.

Ce pacte éducatif consiste en la mise en place dans notre pays d'un nouveau modèle de la maternelle au supérieur. Il s'agit d'un changement total de paradigme en matière d'éducation. Dès la maternelle, il faudra former les apprenants à la créativité et à la découverte des biens et richesses stockés dans l'esprit humain, notamment en mettant en l'enfant, le jeune au contact de tout ce qui réveille en lui le sens de la créativité et de la création ou la génération des biens matériels et immatériels. A deux amis de la Corée du Sud, j'avais posé séparément la question de savoir ce qui s'est passé pour que plus de 50 ans après leur pays soit parmi les quinze plus grandes économies du monde et que le mien, le Cameroun, dont on dit qu'il avait le même PNB par habitant que cette Corée-là en 1960, soit encore en train de se battre contre le sous-développement. Ils m'ont donné tous les deux la même réponse : le secret se trouve dans l'éducation.

Et comme s'ils avaient lu dans ma pensée, ils ont développé le modèle éducatif dont je viens de vous donner les grands traits.

Vous comprenez que dans un Cameroun dirigé par le MRC, la création des universités et autres institutions de formation ne se fera pas pour maintenir le plus longtemps possible des jeunes sur les bancs de l'école. Il s'agira d'universités organisées avec des objectifs d'innovation déterminés, et des résultats attendus à des échéances connues. Mais notre projet dans ce domaine ne concerne pas seulement les jeunes du niveau universitaire. Il s'adresse à tous les jeunes scolarisés, faiblement scolarisés ou non scolarisés. A ceux qui sont déjà sortis du système éducatif, mais qui ne trouvent pas d'emploi sur le marché

du travail, nous prévoyons un changement de couloir ou d'orientation, grâce à des passerelles de formation qui sont comme des sortes de ponts permettant à un jeune, de quitter le couloir de sa formation initiale qui débouche sur une impasse où il est condamné au chômage à un nouveau couloir qui lui garanti un emploi décent. Sachant que les jeunes concernés auront déjà reçu une formation initiale, il leur faudra entre 6 et 18 mois de formation technique et pratique, selon les filières, pour acquérir un métier correspondant aux besoins du marché de travail et intégrer le circuit de production.

Enfin pour les jeunes et les adultes non scolarisés, il sera organisé des cours d'éducation de base et pour adultes afin de leur permettre d'acquérir les connaissances élémentaires pour s'intégrer à l'environnement socio-économique et culturelle moderne et tirer eux aussi avantage de l'extraordinaire outil que sont les technologies de l'informations et de la communication. Pour le reste, les Camerounais devront se préparer à se former et à se recycler tout le long de leur vie professionnelle.

**Le troisième pilier est le pacte de production.** Comme vous le savez sans doute, notre socle idéologique est le libéralisme social. Je le rappelle quand je parle du pacte productif parce que le concept de solidarité est essentiel dans la doctrine et la pratique du MRC. Elle implique que soit assurée efficacement la fonction de redistribution des richesses dans la société. Seulement, on ne redistribue que ce qu'on a. Il faut donc créer autant que possible la richesse pour la redistribuer, afin qu'aucun Camerounais ne soit laissé-pour-compte, abandonné au bord du

chemin. D'où le pacte productif. Il faudra doter de plusieurs pôles technologiques où les jeunes pourront trouver toutes les facilités nécessaires à l'éclosion de leurs talents individuels ou collectifs. Nous allons promouvoir, soutenir et accompagner des *champions nationaux* dans tous les secteurs où nous disposons d'entreprises nationales ayant atteint une taille critique et disposant d'un savoir-faire leur permettant de faire la compétition au niveau continental. Concrètement ce pacte productif, qui s'établira entre l'État et tous les producteurs, secteur privé en tête, entend ressusciter les filières industrielles qui étaient en train d'être mises en place au Cameroun et qui sont saccagées par l'invasion incontrôlée des produits bon marché en provenance des pays dits « émergents », mais surtout créer de nouvelles filières industrielles basées à la fois sur nos avantages comparatifs et nos ambitions stratégiques. Alors que dans les pays industriels ou émergents on parle de 4e révolution industrielle, nous n'en avons pas encore fait notre première révolution industrielle. Il est possible de trouver dans notre pays trace des technologies générées par les quatre révolutions, sans cependant que nous ayons la maîtrise d'une seule de ces dernières.

Par exemple, on se gargarise de mots en parlant d'agriculture de deuxième voire de troisième génération, alors que le Gouvernement court dans les campagnes distribuer machettes et brochettes aux agriculteurs, et qu'il n'a jamais su que faire de centaines de tracteurs agricoles achetés à coups de milliards de francs et abandonnés dans la brousse. Je dis : faisons une agriculture performante et laissons les aux générations futures ! L'agriculture est un gisement d'emplois absolument inouï au Cameroun, et peut donner naissance à une véritable filière agroindustrielle avec des chaînes de valeurs particulièrement profitables pour les investisseurs entraînant la création de nombreux emplois décents. Le MRC au pouvoir pourra promettre de créer au cours d'un mandat, au moins 500 mille emplois, il faut être sûr qu'il tiendra sa promesse.

**Le quatrième pilier est le Pacte social et de solidarité.** Ce pacte a trois composantes :

- *La composante santé* : nous estimons que les structures de santé du Cameroun doivent être organisées avec des professionnels de la santé afin que nous ayons une vraie carte sanitaire au niveau national. À l'heure actuelle, nous assistons à une sorte de navigation à vue. Voici ce qui se passe exactement. Vous êtes un député, une personnalité influente ou un haut fonctionnaire, ou ce qu'on appelle chez nous élite. Vous allez voir les autorités compétentes pour leur demander qu'elles créent un centre de santé dans votre localité. Vos désirs sont des ordres et votre localité a son centre de santé. Votre voisin qui se trouve à moins d'un kilomètre de chez vous peut également obtenir la création d'un centre de santé dans la même localité.

Je veux montrer que nous n'avons pas de carte de santé. Et même lorsqu'elle existe, elle est faite à l'emporte-pièce, en dépit du bon sens. Nous devons donc déterminer ou définir la distance maximale à parcourir par tout Camerounais où il se trouve pour trouver un centre de santé, en ville et dans nos campagnes. À partir de ces données, nous confierons aux experts l'élaboration d'une carte de santé. Il faudra surtout valoriser le travail du person-

nel de santé. Cela est indispensable afin d'éviter que les hôpitaux et les centres de santé ne soient transformés en structures privées ou en des mouiroirs à cause de la cupidité. Cela ne signifie pas que nous oublierons les autres fonctionnaires et agents de l'État. Nous valoriserons aussi leur travail, notamment celui du personnel de l'éducation, enseignants de tous les ordres, qui sont déconsidérés et ne sont pas rémunérés proportionnellement aux efforts qu'ils fournissent nuit et jour pour former les Camerounais, y compris ses futurs dirigeants.

- *La composante sport*. La finalité de l'activité sportive n'est pas uniquement de remporter les médailles et les trophées. C'est une activité physique qui participe au bien-être des individus, des populations, en particulier des jeunes. Le sport développe les aptitudes de ces derniers et fait en sorte qu'il y ait des esprits sains dans des corps sains. Nous pensons que l'État est en mesure, avec les collectivités décentralisées, de doter toutes les circonscriptions administratives du pays d'infrastructures sportives de base.

- *La composante culturelle*. Le Cameroun sous la houlette du MRC sera doté parmi les priorités de notre politique culturelle d'une Académie nationale des Sciences, des Arts et des Lettres, et d'une Académie nationale de Musique. Nous ferons également revivre la création artistique camerounaise en dotant chaque région d'une Maison des arts (théâtre, salles d'exposition des œuvres artistiques et culturelles, etc.).

- *La composante solidarité*. Nous vivons dans un pays où il existe des inégalités entre les régions. Pour nous, lorsqu'une région du pays est affectée, toutes les autres doivent se sentir concernées. Nous pensons aussi qu'il doit avoir la solidarité entre les générations, car nous estimons que les Camerounais bien formés qui ont rendu de nombreux services à la nation et qui ont été appelés à faire valoir leurs droits à la retraite ne doivent pas être oubliés ou être considérés comme des parias de la société ou de la République. Ceux-ci peuvent être utilisés pour conseiller et encadrer des jeunes.

**Le cinquième et dernier pilier est le Pacte stratégique avec nos partenaires internationaux et la diaspora.** Il s'agit de reconstruire de nouvelles relations avec nos partenaires internationaux, traditionnels ou nouveaux, avec lesquels nous travaillerons en fonction des objectifs, des priorités et des intérêts du Cameroun. Il ne sera plus question que nous nous engagions dans des relations avec d'autres États ou des partenaires au développement sans savoir pourquoi, ce que nous voulons et les objectifs poursuivis. Nos partenaires nous aideront, s'ils le veulent, en fonction du cadre que nous aurons défini et non pas en fonction de leur agenda ou leurs priorités à eux.

S'agissant de la diaspora, elle a accumulé une riche expérience qu'elle a envie de mettre au service du Cameroun. En se frottant aux milieux scientifiques, économique internationaux nos compatriotes de la diaspora peuvent nous apporter beaucoup au regard de nos objectifs de développement national, et sont pour la plupart disposés à le faire patriotiquement.



Maurice Kamto: Le MRC battra la RDPC en 2018

Nous créerons toutes les conditions pour que notre pays puisse tirer le meilleur avantage de leur apport et de leurs bonnes dispositions.

**Pensez-vous que ce positionnement idéologique et programmatique est bien compris par les Camerounais ?**

Il est compris, peut-être pas par tous les Camerounais, mais par de plus en plus de Camerounais. Sinon le MRC n'aurait pas progressé, si je tiens compte de notre implantation territoriale et des résultats obtenus dès les élections couplées de 2013. Si les Camerounais viennent vers nous, c'est bien parce qu'ils comprennent le bien-fondé et la pertinence de notre projet de société. Nous déclignons ce projet en fonction de notre auditoire et le plus souvent en des termes accessibles et compris par le plus grand nombre de

peuple, une nation, qui doit être mobilisée dans toutes ses composantes et dans tous les segments que nous avons définis. Nous ne voulons pas habiller le libéralisme par le communautarisme. Nous associons le libéralisme, qui met l'accent sur l'initiative privée, individuelle ou collective, l'impérieuse nécessité de laisser éclore le talent des individus qui est à la base de la création de la richesse, à la dimension sociale de la vie en collectivité, laquelle implique que l'État assume une fonction de redistribution afin de permettre à chaque citoyen d'accéder au bien-être.

**En quoi votre positionnement idéologique est-il différent de la social-démocratie ?**

Notre positionnement idéologique n'est pas très éloigné de la social-démocratie. Vous constaterez qu'il y a des aspects de la social-démocratie qui sont mal acceptés par ceux qui défendent le socialisme traditionnel. Nous ne sommes pas très éloignés de la social-démocratie, mais notre option met l'accent sur la capacité de la société à laisser la possibilité à l'individu de faire éclore son talent et à payer à la collectivité l'impôt en vue de la redistribution. Dans cette approche, la liberté de créer vient avant la fonction de redistribution.

**Trois grosses exigences préoccupent actuellement les Camerounais : la sécurité dans nos frontières du Nord et de l'Est ; le retour de la paix dans l'ancien « Cameroun occidental », et l'alternance de la gouvernance en 2018. Comment percevez-vous chacune de ces exigences en tant que leader d'opposition ensuite, heureusement averti en droit constitutionnel, et ayant une expérience des affaires d'État ; et enfin, en tant que potentiel candidat à la présidence de la République ?**

En ce qui concerne la sécurité, je pense que nous sommes heureux de constater que des progrès importants ont été réalisés dans le combat engagé par les forces de défense et de sécurité de notre pays contre cette nébuleuse terroriste qui a causé tant de malheur à nos populations dans l'Extrême Nord en particulier et les débordements sur notre territoire de la crise centrafricaine qui s'est manifestée par la multiplication des actions des coupeurs de route et des bandes armées qui opèrent par des incursions dans la région de l'Est. Nous tenons à rendre un

hommage vibrant et mérité à nos forces des défenses et de sécurité pour les sacrifices qu'elles ont consentis pour nous protéger et défendre l'intégrité de notre territoire ces dernières années, de sorte que de nos jours nous vivons dans une relative accalmie caractérisée par la réduction du nombre des attaques, l'anéantissement des poches terroristes et la réduction significative du nombre de Camerounais tués par des attaques kamikazes. Ces actions victorieuses prouvent que l'armée camerounaise est professionnelle et bien formée. Peut-être n'a-t-elle pas toujours tous les moyens dont elle a besoin pour être incontestablement parmi les meilleures armées africaines, sinon du monde. Nous faisons confiance en notre armée. Sous le MRC, notre armée aura un autre visage. Mais, par rapport à la « guerre » que Boko Haram a déclarée au Cameroun, notre armée a fait preuve de bravoure. Relevons aussi pour nous en féliciter, l'appui efficace apporté par certains partenaires du Cameroun dans cette bataille contre la nébuleuse terroriste.

**En ce qui concerne le retour à la paix dans l'ancien Cameroun occidental, vous touchez là une question extrêmement grave parce qu'elle occupe le devant de l'actualité et parce que la détérioration de la situation dans cette partie de notre pays a entraîné des pertes en vue humaine et des dégâts matériels importants. Et, chaque fois que nous parlons de cette situation, dans cette partie du pays nous ne devons pas perdre de vue le fait que les forces de l'ordre, sur instruction de ceux qui ont la charge de la direction du pays, ont endeuillé des familles camerounaises. Ces responsables en charge de la direction du pays ne peuvent pas balayer du revers de la main leur responsabilité historique. Ce d'autant plus que lorsque nous avons exprimé notre colère à cet égard que ce soit à Ngoundéré lors d'un meeting organisé le 10 décembre 2016 ou au cours d'une émission de télévision à Yaoundé, c'est parce que le sang des Camerounais a été versé par l'État camerounais, que de jeunes camerounaises ont été traitées avec cruauté et d'autres violées, alors qu'on aurait pu éviter tout cela. Dès 2012, dans notre projet de société, nous avons affirmé qu'il y avait un problème anglophone qu'il fallait résoudre spécifiquement par le dialogue. Le retour à la paix est fonction de la manière dont la crise est gérée. On ne peut pas solutionner ce problème simplement par des investitures ou par des oukases, la corruption, des tentatives de division visant à opposer les populations du Nord-ouest à celles du Sud-ouest, etc. Ces basses manœuvres et autres méthodes peu orthodoxes sont d'un autre âge. Si on ne prend pas au sérieux cette crise qui a pris une tournure violente, une sortie apaisée serait incertaine. Tous les Camerounais veulent la paix et moi le premier. Ceux qui ont pris connaissance de nos déclarations peuvent témoigner de ce que nous sommes constructifs et pragmatiques et que nous avons fait des suggestions concrètes. Si les dirigeants camerounais avaient pris en compte ces suggestions, le pays serait sorti de cette crise depuis deux mois au moins. Mais, tout porte à croire que personne n'est attentif à ce que dit l'opposition. Ceux qui dirigent le pays croient que par le décret ils sont subitement investis par je ne sais quelle grâce d'intelligence supérieure et d'omniscience. Ils devraient tendre l'oreille pour entendre ce que disent la société et l'opinion**

publique camerounaises.

**S'agissant en particulier de ce que nous devons appeler comme tout le monde, « la crise anglophone », comment tenteriez-vous de la gérer si vous étiez, actuellement président de la République ? Quelles solutions pour sortir de cette crise ?**

Permettez-moi de réitérer une solution en deux étapes que nous avons déjà proposée. Nous avons dit et écrit que le président de la République, en vertu de ses attributions constitutionnelles, devait poser un premier acte politique d'apaisement en constituant une délégation d'hommes politiques camerounais composée des représentants de son parti, des représentants des partis politiques de l'opposition notamment ceux qui sont représentés à l'Assemblée nationale, des autorités traditionnelles, des représentants du clergé, mieux des différentes forces religieuses du pays, des personnalités de la société civile. Cette délégation dont la taille devait être définie par le président de la République devait engager une démarche politique porteuse d'un message de paix et de compassion en allant à la rencontre de nos compatriotes de ces régions.

Elle apporterait à nos compatriotes anglophones « l'arbre de la paix », comme on fait dans nos traditions, afin de faire baisser la tension et de rétablir la confiance. Cette démarche devrait être suivie d'un geste d'apaisement du président de la République consistant en la libération des nouveaux leaders légitimes des populations anglophones, au rétablissement d'Internet dont l'interruption fait un grand tort à l'économie nationale, voire le retrait des forces de 3e catégorie. Parallèlement, tous les mots d'ordre de grève devraient être levés et la reprise des activités scolaires effective et immédiate dans l'ensemble des deux Régions.

Dans un second temps, le Gouvernement devrait ouvrir le dialogue avec les représentants légitimes libérés sur un terrain désormais apaisé, afin de convenir avec eux de ce qui est faisable ou pas. Je n'ai jamais dit que tout était acceptable. Mais, on est rendu à un point où le Gouvernement ne doit pas perdre la face, mais les leaders anglophones non plus. L'Etat doit créer une ouverture qui leur permette de donner aux populations concernées un message crédible et acceptable, qui ne soit pas seulement un message de la défaite. Voilà ce que nous aurions fait si nous avons été en capacité de diriger le pays en ce moment précis.

**Est-ce une manière pour vous de questionner la démarche du président de la République qui a créé récemment une commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme ?**

À l'évidence, oui. C'est une démarche qui loupe la cible. Dans l'optique de la recherche des solutions à la crise actuelle, le président de la République est hors sujet. Une telle commission peut exister à tout moment, indépendamment de la crise actuelle. La commission qu'il a créée n'est pas une réponse aux problèmes soulevés par nos compatriotes d'expression anglaise. Le gouvernement devrait montrer qu'il est capable d'écouter et de respecter ses interlocuteurs, c'est-à-dire accepter de parler aux autres sans être condescendants et sans donner l'impression aux autres que c'est par magnanimité ou que c'est une faveur qu'on leur accorde.

**Le blocage semble provenir de ce qui paraît être la confusion entre**



Maurice Kamto: Nous ne sommes jamais sortis du parti unique

**les revendications corporatistes et celles liées à la forme de l'État. Pensez-vous que ces types de revendications sont incompatibles ou non conciliables ?**

Nous avons assisté à un glissement qui s'inscrit dans la dynamique des revendications dans les sociétés. On peut aller d'une petite revendication limitée qui ne trouve pas de solution vers des revendications plus profondes ou générales, pour ne pas dire plus politiques. Toujours est-il que nous avons assisté à une sorte de gradation. Si on avait à temps prêté une oreille attentive aux revendications corporatistes, peut-être aurait-on alors coupé l'herbe sous les pieds de ceux qui ont placé, par la suite, les revendications sur le plan politique. Je veux dire que l'un est dans l'autre. À ce jour, ils n'en sont plus aux revendications corporatistes, mais à celles relatives à la forme de l'État. Et c'est à l'État et aux dirigeants actuels de savoir comment ils répondent à de telles revendications.

**De votre position de président du MRC, de leader de l'opposition et d'intellectuel camerounais, est-ce que la revendication pour un retour à un Cameroun à deux États fédérés est-elle pertinente aujourd'hui ?**

Notre position est claire sur cette question. Pour nous, parler du fédéralisme n'est pas un crime. Donc on peut éventuellement et légitimement formuler des revendications fédéralistes. Ce qui n'est pas acceptable dans notre pays, parce que la loi l'interdit, est la sécession. De ce point de vue, le MRC, ni de près ni de loin, n'a jamais laissé penser que l'on pouvait envisager la sécession comme solution à la crise. Pour nous, c'est une non-option. Si certains de nos compatriotes sont favorables à l'hypercentralisation, il devient incongru d'empêcher d'autres compatriotes de penser autrement et de penser que le fédéralisme est la meilleure forme de l'État pour le Cameroun. Vous comprenez pourquoi notre démarche, me semble-t-il, est la plus pertinente. Car elle recommande la prise en compte de toutes les propositions qui doivent être mises sur la table de discussion.

Nous ne pensons pas que cinquante-cinq ans après la réunification du Cameroun, on peut raisonnablement demander le retour au fédéralisme de 1961, c'est-à-dire au fédéralisme à deux États. Ce serait comme si nous avions fait du surplace pendant 55 ans. Nous pensons que l'histoire des nations ne s'écrit pas à reculons, que nous avons ensemble, anglophones et

francophones, parcouru un long chemin, que notre pays a été construit concomitamment par les compatriotes d'expression anglaise et par ceux d'expression française et ce n'est pas parce que notre gouvernance actuelle est calamiteuse qu'il faut « jeter l'enfant avec l'eau du bain », comme dit le proverbe. Je suis persuadé, et nous le sommes au MRC, que si les régions prévues par la constitution de 1996 avaient été mises en place, si nous n'avions pas été installés dans la roublardise politique permanente, si nous n'étions pas installés dans de petits calculs politiques, et si la constitution qui prévoit les élections des conseillers régionaux qui à leur tour élisent les présidents de régions, avait été respectée, ce problème ne se serait pas posé. On aurait évité cette crise et aurait évité d'infliger les souffrances inutiles aux populations de ces deux régions du Cameroun. Faute de l'avoir fait pendant plus de 20 ans, nous sommes arrivés à la

**Notre position est claire sur cette question. [...] Pour nous, parler du fédéralisme n'est pas un crime. Nous ne pensons pas que cinquante-cinq ans après la réunification du Cameroun, on peut raisonnablement demander le retour au fédéralisme de 1961, c'est-à-dire au fédéralisme à deux États. Ce serait comme si nous avions fait du surplace pendant 55 ans.**

situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Parce qu'au final on découvre que le président de la République a une peur panique même de la décentralisation régionale qu'il n'a introduite dans la Constitution de 1996 que pour tromper son monde.

Évitons donc de nous battre pour des questions relatives au contentant (fédéralisme, décentralisation, etc.), car c'est le contenu qui est plus déterminant. Par exemple, on ne dit pas que l'Espagne est un État fédéral alors que le niveau d'autonomie des régions en Espagne est largement supérieur à celui de la plupart des États fédérés au monde. Aucun État fédéral au Nigeria n'a le niveau d'autonomie des régions espagnoles.

On peut par exemple mettre en place le régionalisme tel que prévu par la constitution en y incluant, entre autres, des spécificités et des particularités linguistiques pour certaines régions telles les régions anglophones, parce qu'ils veulent préserver une certaine « identité culturelle » héritée de la colonisation, puisque nous en sommes réduits, pauvres Africains que nous sommes, à nous faire la guerre pour les langues et la culture des autres. C'est le tragique de l'affaire, même si cela peut paraître légi-

time.

**Si nous vous comprenons bien, il serait donc incongru de se percevoir soit comme francophone ou comme anglophone, étant donné que les Français ne se disent pas francophones et les Anglais ne perçoivent pas comme Anglophones...**

Le mot francophone désigne tous les locuteurs du français, qui sont composés à la fois des Français et des non Français. Mais, comme nous ne sommes pas des Français, à ce que je sache, on nous appelle des Francophones, comme on appelle les autres Anglophones, eux qui ne sont pas des Anglais non plus. Pour le MRC, il est temps, et vous me donnez l'occasion de le marteler, de créer une langue nationale. Pour nous, créer une langue nationale ne signifie pas rejet de l'anglais et du français comme langues officielles de communication internationale ; cela ne signifie pas non plus rejet de nos spécificités communément appelées langues vernaculaires. Car, la langue est porteuse de l'imaginaire d'un peuple. On dit souvent que chaque langue porte en elle une vision du monde. Par exemple, la richesse de la philosophie allemande provient, entre autres considérations, de la richesse de la langue allemande.

**Concrètement quelle serait cette langue-là ?**

C'est le piège dans lequel il ne faudrait pas tomber. Nous ne proposons pas le choix d'une langue spécifique, sauf si les Camerounais en décident ainsi. Nous avons des institutions comme la Société internationale de linguistique (SIL) qui a travaillé sur la quasi-totalité des langues camerounaises depuis des décennies. Elle sera mise à contribution avec d'autres experts en linguistique. Dès lors que nous aurons choisi une grammaire, la question du vocabulaire sera relativement aisée à régler ; car le problème majeur d'une langue se situe sur le plan grammatical et pas tellement sur le plan lexical. Une fois que l'on s'accordera sur une grammaire, on pourrait par exemple enrichir la langue nouvelle de mots et expressions venant des différentes langues de toutes les régions du pays et d'autres mots et expressions d'emprunt, notamment pour les vocabulaires scientifiques et techniques. Je signale que le swahili qui est parlé dans plusieurs pays d'Afrique orientale contient de nombreux mots et notions qui trouvent leur origine dans la langue arabe. Sur le plan grammatical, on pourrait choisir la grammaire la moins complexe.

**Revenons à la troisième exigence évoquée plus haut, à savoir celle de l'alternance de la gouvernance en 2018. Qu'en dites-vous ?**

Au MRC les échéances électorales de 2018 seront comme un moment singulier dans l'histoire politique récente de notre pays. La démocratie camerounaise sera mise à l'épreuve. Nous avons souhaité et souhaitons que le Cameroun réussisse cette épreuve haut la main. Nous pensons que la meilleure manière de la réussir est la révision consensuelle du Code électoral. Car, si nous avons un Code électoral consensuel expurgé de tout ce qui a été identifié comme entraves à la démocratie électorale lors des législatives et des municipales de

2013, alors les échéances de 2018 conduiront à une évolution politique pacifique de notre pays. C'est la première condition pour réussir cette épreuve. La deuxième condition est que tous les acteurs s'engagent à jouer le jeu en ayant conscience que lorsque l'on organise (ou participe à) une élection, on peut soit la gagner, soit la perdre. Autrement dit, les dirigeants actuels et leur parti doivent intégrer et accepter l'idée de la possibilité de l'alternance en 2018. Le MRC est confiant que l'alternance arrivera en 2018 et nous nous y préparons. Nous continuerons de nous battre pour que le Code électoral fasse l'objet d'une révision consensuelle, qu'il soit appliqué effectivement dans ses dispositions, que l'on adopte le bulletin de vote unique, que les bureaux de vote ne soient pas installés dans des casernes militaires et des domiciles privés, que les cartes d'électeurs non retirées ne soient pas distribuées le jour du scrutin, que les résultats des commissions locales ne transitent plus par Elecram, qui est un laboratoire de la fraude, avant d'aller à la commission départementale du vote ; nous continuerons de nous battre pour qu'il soit introduit dans la loi électorale que tous les procès-verbaux font foi devant la Cour constitutionnelle, car il ne sert à rien de donner un procès-verbal au représentant d'un parti politique dans les bureaux de vote et d'indiquer dans la loi que seul l'exemplaire remis à Elecram fait foi, ce qui fait en sorte que les partis politiques ne peuvent pas faire valoir leurs procès-verbaux en cas de contentieux postélectoral, etc. Il est temps que l'âge électoral soit ramené à 18 ans. Nos prisons sont bondées de jeunes âgés de 18 ans, c'est-à-dire qu'ils sont pénalement responsables à 18 ans, mais l'on estime qu'ils n'ont aucune maturité pour choisir ou participer au choix des dirigeants du pays. L'échéance de 2018 est fondamentale est capitale, et c'est pourquoi il est de la plus haute importance que chacun ait à l'esprit que les violences postélectorales ne profiteront à personne.

**Récemment, vous êtes confié à Jeune Afrique où vous dites : « Le MRC se prépare à l'aller aux élections quel(s) que soit(en)t le ou les adversaires avec la ferme intention de gagner. Je suis convaincu que nous pouvons battre le RDPC ». En l'état actuel où les règles du jeu politique ont été viciées, où le système a été verrouillé, pensez-vous vraiment que le MRC a la possibilité, en se présentant comme candidat unique, de battre la RDPC ?**

Il y a là deux questions en une. Vous parlez de la possibilité de gagner et puis vous ajoutez en tant que candidat unique. Si vous voulez me poser la question de la candidature unique ou du rassemblement de l'opposition, nous en parlerons. Prenons votre question à l'envers. Si on n'arrive pas à faire le rassemblement de l'opposition, ne devrait-on pas aller aux élections ? Si on n'arrive pas à trouver une candidature unique pour l'opposition, ne devrait-on pas aller aux élections avec la conviction que l'on peut gagner ?

Nous fondons nos actions sur ce que nous sommes, sur ce que nous faisons et sur ce que nous savons. Nous sommes un parti politique qui a été créé pour aller à la conquête du pouvoir. Le rassemblement de toutes les forces de l'opposition est une possibilité souhaitable. Mais cela ne dépend pas de nous. Ce qui dépend de nous est de nous organiser en tant que parti politique avec la ferme conviction et les éléments

nous permettant de dire que nous pouvons gagner. Permettez-moi de vous surprendre. J'ai dit à *Jeune Afrique* que le RDCP peut battre le RDPC. Je vous dis aujourd'hui que le RDCP va battre le RDPC.

**Comment ?**  
En allant aux élections.

**Allez, aux élections ne suffit pas pour battre le RDPC.**

Parce que nous faisons le travail qu'il faut en ralliant les Camerounais à notre vision pour notre pays.

**Oui, mais, comment allez-vous vaincre le premier parti politique au Cameroun qu'est l'administration ? Comment est-ce le RDCP va surmonter cette difficile majeure ?**

L'administration intervient là où elle peut intervenir à la lumière du Code électoral. L'administration, j'en conviens, joue un rôle important dans le processus électoral, mais plus avant l'avènement d'Elecam. L'administration peut dévoyer le processus électoral si nous la laissons faire, comme c'est souvent le cas hélas !, elle agit de connivence avec Elecam en faveur du RDPC. Face à cela les partis politiques de l'opposition et leurs représentants dans les bureaux de vote doivent jouer pleinement leur rôle conformément à la loi et sans concession aucune. Mais, gagner une ou des élections dépend surtout de la capacité d'un parti ou des partis à mobiliser les électeurs sur un socle d'idées claires et des propositions fermes qui les amènent à exprimer leur choix avec détermination et conviction. Ce qui décourage les Camerounais depuis des années est que nous jouons l'élection avant les élections. Les médias et autres acteurs de la scène politique devraient changer ce logiciel, à défaut de le mettre à jour. Au lieu de continuer à dire « les partis politiques de l'opposition ne peuvent pas gagner parce qu'ils ne sont pas unis, parce qu'ils n'ont pas un candidat unique, parce que le RDPC est trop fort, parce qu'il y a la fraude, l'administration, etc. », on devrait simplement rappeler à tous que les Camerounais n'appartiennent pas au RDPC en sorte que les partis politiques de l'opposition doivent impérativement se mettre à plusieurs pour les lui arracher; que le vote de chaque citoyen camerounais compte et peut déterminer l'avenir du pays; que les Camerounais quels qu'ils soient sont libres de choisir leurs dirigeants suivant leurs convictions et en toute âme et conscience; qu'ils doivent cesser d'avoir peur, de croire que s'ils votent ou ne votent pas cela ne changera rien au final; que le résultat n'est acquis d'avance que parce qu'ils ne vont pas voter, etc.

J'ajoute que dans notre pays, les plus grands obstacles au succès de certains partis politiques de l'opposition ne se trouvent pas là où l'on pourrait croire. Quand le RDCP a pris part au double scrutin du 30 septembre 2013, alors qu'il n'avait que 7 mois d'existence, le plus difficile pour nous n'était pas que la CRTV n'ait jamais diffusé les images de notre campagne électorale, ni même d'aller voter, mais de déposer nos listes de candidature. C'est à ce niveau que les responsables de l'administration jouent pleinement leur partition d'instrument de la dictature en vous mettant les bâtons dans les roues par toutes sortes de subterfuges imaginables ou non, allant du refus de signer les documents administratifs à la désertion de leurs bureaux, en passant par le monnayage des services en principe gratuits. Nous avons appris de



Maurice Kamto: Il est temps de créer une langue nationale

tout cela. Le discours que vous tenez est de nature à décourager les Camerounais, à les éloigner des bureaux de vote. Notre corps électoral n'atteint pas 7 millions alors que potentiellement il est d'environ 15 millions d'électeurs. Ce qui est paradoxal, c'est que tout le monde s'accorde à la situation et affirme que le RDPC a tout verrouillé. Si on réfléchissait ainsi, il y a beaucoup de pays où il n'aurait jamais eu de changement. Notre discours est simple et limpide. Nous disons aux Camerounais que le changement est la volonté de chacun de nous individuellement. Nous sommes dans un domaine où 1+1 = 2. Si les Camerounais tiennent à ce que leurs voix comptent et soient entendues, il faut contrer ceux qui ne prospèrent que dans et par la fraude; c'est la responsabilité de tous les partis politiques de l'opposition et le RDCP prend la sienne très au sérieux. La résignation et le défaitisme ne conduiront nulle part. Ils contribueront toujours à notre asservissement. Quelles que soient les conditions, nous irons aux élections avec la ferme intention de les remporter.

**L'histoire des changements ou de l'alternance politiques dans certains pays nous enseigne qu'aucun parti politique n'a remporté une élection en étant seul. Il y a toujours eu une sorte de mutualisation des forces et des moyens entre les différents partis politiques et les organisations de la société civile. Que fait le RDCP en direction des autres forces sociales et politiques pour gagner la présidentielle de 2018 ?**

Encore une fois, je me refuse à l'idée que les partis politiques doivent être enfermés dans l'alternative suivante : mutualiser vos forces pour gagner ou aller seul aux élections pour perdre. D'ici peu, c'est ce que l'on entendra dans tous les médias. A temps et à contretemps, les médias rabâcheront les oreilles des citoyens électeurs sur l'incapacité de l'opposition à mutualiser les efforts et à trouver une candidature unique, faisant ainsi consciemment ou non le jeu du parti et du système gouvernant en place. Ce faisant, l'affirmation sous-jacente serait celle selon laquelle le peuple camerounais appartient au RDPC. Ce qui est archi faux comme chacun le sait. Il y a 25 millions de citoyens camerounais. Certains sont militants du RDPC, d'autres du MRC, d'autres encore des militants d'autres formations politiques, de l'opposition ou non. A chacun d'aller à la conquête des militants, sympathisants, et surtout des électeurs.

Nous disons qu'il appartient au citoyen Camerounais de donner le pouvoir à qui il veut, si celui ou celle-là l'a convaincu par son projet de société ou sa vision et ses engagements à court, moyen et long terme. Le citoyen est la clé de voûte de l'élection. C'est à l'ensemble des citoyens formant le peuple qu'appartient le pouvoir. C'est le point fondamental. Cela ne veut pas dire que nous sommes fermés aux regroupements. Au contraire. Le RDCP l'a plus d'une fois cherché dès de sa naissance, et même avant. Avant l'incarnation de notre idée, nous avons entrepris une démarche individuelle auprès des partis politiques de l'opposition actifs sur la scène politique, sauf les grands partis traditionnels. Quelques partis et organisations de la société civile ont été sensibles à notre démarche et sont venus avec nous. Ensuite avant les élections de 2013, nous avons refait la même démarche auprès des personnalités et responsables des partis poli-

**Je n'ai pas pour habitude de répondre à ceux qui se tapissent dans les officines pour essayer de distraire les Camerounais ni à ceux qui prétendent n'avoir aucun engagement politique, mais ont des agendas cachés. Ceux qui disent cela devraient sortir du bois et présenter aux Camerounais les raisons pour lesquels ils croient qu'ils sont plus à même d'incarner le changement.**

tiques de l'opposition qui n'a pas abouti, alors que notre démarche ne visait pas la recherche d'une candidature unique. Que voulez-vous si la classe politique camerounaise n'a pas la même compréhension du jeu politique en contexte pluraliste que dans des pays auxquels vous faites allusion. Nous avons aussi écrit à tous les partis politiques, y compris le RDPC et le SDF avant le lancement de notre campagne multiforum pour la révision du Code électoral, pour leur proposer la formation d'un secrétariat commun pour préparer notre position commune sur la révision du Code électoral, à proposer au gouvernement. Aucun n'a daigné accuser simplement réception de notre correspondance.

**Comment expliquez-vous cette situation ? Qu'est-ce qui fait problème ? Est-ce une question d'égo, d'intérêt à préserver ou de leadership ?**

Je n'en sais rien. Aidez-vous à en savoir plus en leur posant la question. Je ne peux pas être l'auteur des lettres et expliquer pourquoi les destinataires n'ont pas répondu. C'est eux qui sont mieux placés pour dire pourquoi ils n'ont pas répondu à nos lettres rédigées avec une courtoisie et une humilité

que commandent les jeux et enjeux de la situation actuelle. Nous savions que nous étions les nouveaux venus dans la scène politique. Dans ces lettres, nous magnifions même les combats menés par nos devanciers. Nous affirmions humblement qu'il était temps pour que nous fassions quelque chose ensemble. Nous pensons que la politesse existe aussi en politique. Nous ne nous sommes pas découragés pour autant. Vous avez sans doute souvenir des événements survenus en avril 2016 à notre siège, où la police nous a empêchés de nous réunir pour porter à la connaissance du public une déclaration commune convenue à l'issue du travail que nos représentants et ceux des autres formations politiques de l'opposition avaient effectué pendant près d'une semaine. A la veille de cet événement malheureux qui a entaché l'image du Cameroun, deux leaders des partis politiques qui avaient travaillé avec nous nous ont fait parvenir des messages pour se désolidariser de cette action. Si vous avez la formule magique pouvant permettre aux partis politiques de l'opposition de mutualiser leurs forces et moyens, ou de former les coalitions, je l'accueillerai avec grand plaisir.

**Qu'est-ce qui empêche le noyau restant de continuer le travail ?**

Je ne sais pas si nos propositions et objectifs sont toujours partagés par les autres avec lesquels nous avons agi ensemble. Nous sommes disposés à travailler à nouveau ensemble avec les uns et les autres.

**Comprenez-vous les critiques que certains parmi vos camarades et même en dehors du MRC vous font à propos du fonctionnement du MRC qui serait centré sur la personne de son président, et sur votre incapacité supposée à incarner le leadership de demain ?**

J'ignore auxquels de mes camarades vous pensez. Je n'ai pas pour habitude de répondre à ceux qui se tapissent dans les officines pour essayer de distraire les Camerounais ni à ceux qui prétendent n'avoir aucun engagement politique, mais ont des agendas cachés. Ceux qui disent cela devraient sortir du bois et présenter aux Camerounais les raisons pour lesquels ils croient qu'ils sont plus à même d'incarner le changement. Car, dans ce que vous venez de dire il n'y a pas le moindre argument avancé pour soutenir un tel point de vue. Ce n'est donc au mieux qu'une opinion... Pour ce qui est des camarades qui tiendraient de tels propos, j'ai dit que lors de la Convention de notre parti qui se tiendra cette année, j'ai décidé de mettre mon mandat en jeu, alors même que les Statuts du MRC font de moi le candidat naturel du parti : chacun pourra donc présenter, s'il le souhaite, sa candidature au poste de président du MRC et pour être candidat de notre parti à l'élection présidentielle à venir. A l'intérieur de notre parti, ce sont les militants qui trancheront. A l'échelle du pays, ce sont les Camerounais qui décideront.

**Revenons à l'alternance attendue en 2018 si l'élection présidentielle a lieu. Trois courants portés par trois coalitions citoyennes agitent à 20 mois de cette échéance, celles des forces sociopolitiques qui souhaitent un changement du**

**système gouvernant. Le premier veut mobiliser au moins 15 millions d'électeurs sur les 18 potentiels, pour obtenir un seuil critique capable de battre le RDPC dans les urnes. Le second pense qu'aller aux urnes, c'est faire cadeau au RDPC, et plaide pour une transition stratégique (de 3 ans semble-t-il) qui établirait d'abord les conditions optimales d'une élection transparente. Le troisième est d'accord pour la mobilisation d'un seul électoral critique, mais préconise une organisation des « primaires » de l'opposition qui désigneraient un candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle. Adhères-vous à l'une ou l'autre de ces stratégies, ou en avez-vous une alternative ?**

Je veux juste comprendre les uns après les autres. La transition, c'est pourquoi faire ? Le mot est peut-être très joli, mais il faut en déterminer les contours et en définir le contenu. Qu'est qu'on y met ? En quoi un parti politique, ou une coalition de partis politiques, qui a gagné les élections serait-il incapable de mettre sur pied des institutions fortes ? Pourquoi faut-il absolument passer par une transition ?

L'autre courant affirme que le RDPC a déjà gagné. Je viens de vous dire que nous battons le RDPC. Nous ne pouvons nous engager à battre le RDPC et refuser de prendre part aux élections. Il faut être sérieux et réaliste pour penser que nous pouvons mobiliser 15 à 18 millions d'électeurs alors qu'à ce jour le nombre d'électeurs inscrits n'atteint pas 7 millions. Au MRC, et nous le suggérons aux autres formations politiques, nous faisons des efforts afin que le maximum d'électeurs s'inscrivent sur les listes pendant les 17-20 mois à venir. Nos compatriotes ont été assez désorientés et décus par la politique. Ce n'est pas naturellement qu'ils se lèvent pour aller s'inscrire sur les listes électorales. Nous devons les inciter à le faire en leur montrant qu'il y va de leur intérêt et de l'avenir du Cameroun. Dire que le RDPC a gagné d'avance est un leurre, un mensonge. C'est une manière de vous dépouiller de votre pouvoir. C'est une campagne psychologique dissuasive pour décourager les électeurs qui aspirent au changement dans notre pays. Si les partis politiques ne s'y mettent pas, il n'y aura pas accroissement du nombre d'électeurs. C'est ce que le MRC s'emploie à faire depuis 2013. Car, si les citoyens ne vont pas s'inscrire, l'élection se jouera sur le noyau des militants du RDPC qui sont à peu près les seuls que le pouvoir inscrivent par le passé sur les listes électorales. Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas si le RDPC gagne. Gagner une élection est d'abord et avant tout une question d'engagement, de vigilance et de mobilisation des citoyens. Le devoir de vigilance doit être exercé à tous les niveaux, avant, pendant et après les élections, étant donné que lors des élections, surtout du scrutin présidentiel, notre destin commun est en jeu, et ce quel que soit le parti qui est au pouvoir. En ce qui concerne la dernière exigence, à savoir celle relative à l'organisation des « primaires » de l'opposition, j'aimerais savoir quelles sont les conditions de possibilité d'une telle activité ? Seront-elles organisées au sein d'une même formation politique, ou d'une famille politique comme cela se fait ailleurs ou entre partis ayant une proximité idéologique ? Qui l'organiserait, l'Etat ou les partis politiques ? Et avec quels moyens pour l'organisation matérielle (établissement des bureaux



de vote, des campagnes électorales ?) Y aura-t-il des instances de recours en cas de contestations? Composées de qui et avec quels pouvoirs? etc. Vous voyez vous-même que de nombreuses questions demeurent sans réponses et que rien n'est encore précis. On ne s'engage pas sans savoir où l'on va, avec qui et pour quoi faire. Je crains donc que ce ne soit qu'une vue de l'esprit.

**Enfin, pourquoi la démocratie n'est-elle pas encore ancrée au Cameroun ?**

Tout simplement parce que nous ne sommes jamais sortis du parti unique. Tout le monde peut le constater. Contrairement à d'autres pays, nous avons vécu et continuons de vivre une situation où un même parti politique, sous des appellations variées, gouverne le pays depuis 55 ans. Ce parti n'a pas changé de logiciel qui reste celui du parti unique. Les partis politiques de l'opposition sont simplement tolérés. Les responsables du parti unique au pouvoir ne comprennent pas pourquoi ces partis politiques de l'opposition ne sont pas heureux du seul fait que le parti unique gouvernant a eu la magnanimité de les légaliser. L'avènement du multipartisme n'a été qu'une sorte d'habillage pour amuser la galerie et contenter la communauté internationale. Ils n'y croyaient pas eux-mêmes. C'est la raison pour laquelle leurs réflexes, leurs pratiques, leurs manières de fonctionner sont ceux du parti unique. La deuxième chose découlant de ce premier constat. Les principaux dirigeants du pays ne croyant pas à la démocratie, et le parti dominant et l'État étant dirigés par les mêmes acteurs, il est illusoire d'espérer qu'ils changent de leur propre gré. Ils ne bougent que par la force des choses. N'oublions pas que le président de la République actuel est un pur produit du système du parti unique. Il rentre dans le circuit des affaires de l'État en 1962 et dès le 1<sup>er</sup> septembre 1966, on met en place le parti unique. Toute sa carrière administrative et politique et celle de (presque) tous ceux qui occupent les positions clés dans le système se sont faites sous le parti unique. Il leur faudrait donc un sacré effort intellectuel, il faudrait qu'ils se fassent vraiment violence pour jouer le jeu démocratique auquel ils ne se sont jamais vraiment préparés. Voilà pour moi l'explication fondamentale à la difficulté d'ancrage de la démocratie dans notre pays. Il y a beaucoup d'autres explications, mais celle-ci me paraît la plus manifeste.

**Les partis politiques et leurs leaders n'ont-ils pas un rôle à jouer dans la sensibilisation des Camerounais sur ces préoccupations afin qu'ils se perçoivent plus comme des citoyens et non comme des sujets ?**

Evidemment ! C'est leurs missions premières. Et si de nos jours le MRC jouit d'une certaine audience auprès des populations camerounaises, c'est bien parce que nous mettons l'accent sur cette sensibilisation. Nous disons aux Camerounais : «vous êtes des citoyens, ça dépend de vous, ça dépend de nous tous, ensemble». Nous les sensibilisons en leur disant que le jour du scrutin leur bulletin de vote pèse autant que celui, d'un ou d'une ministre, du président de la République, etc. Nous leur disons que le pouvoir est entre leur main et que s'ils en décidaient autrement ceux qui sont au pouvoir et qui ont conduit le Cameroun dans les graves difficultés où il se trouve aujourd'hui ne seraient plus là. Je pense que tous

les partis politiques de l'opposition doivent s'y mettre.

**Vous venez de dire que vous créez une langue nationale pour faire passer vos messages ou pour sensibiliser les citoyens.**

Je ne connais pas hélas, toutes les langues locales, même pas la plupart des quelques 250 langues recensées. Mais dans les villages, et autant que faire se peut, nous mêmes et les représentants de notre parti dans les différentes localités du pays utilisent les langues locales pour faire passer nos messages. Il suffit de visionner les séquences de la campagne électorale que nous avons menée en 2013 pour se rendre compte des efforts que nous faisons dans ce sens !

**Plus généralement, avez-vous la même impression qu'Achille Mbembe qui estime que quelque chose s'est cassé au Cameroun au cours des 35 dernières années de gouvernement par l'abandon et que le bilan du gouvernement actuel est catastrophique ?**

Aucun Camerounais doté du bon sens et saint d'esprit ne peut ne pas partager ce constat. Il a raison de dire que quelque chose s'est cassé. Beaucoup de choses ont été brisées pour ne pas dire fracassées. Entre autres l'intérêt des Camerounais pour la politique, l'espérance portée au début des années 1990. Il a raison. C'est d'ailleurs pour cela que les partis politiques rament et peinent à sortir les Camerounais de cette torpeur. Sans oublier qu'en plus du désintérêt, il y a la peur, la résignation et le défaitisme.

**Revenons sur la question de la rupture évoquée au début de notre entretien. À quel moment avez-vous fait le constat de la déchéance du système en place ? Au moment où vous en partez, ou bien avant votre démission du gouvernement ?**

C'est une question à laquelle je m'abstiendrai de répondre pour le moment.

**Au regard de la situation actuelle marquée par la lutte contre le terrorisme, les nombreuses revendications sociales, la cherté de la vie, le problème anglophone, entre autres, ne devrions-nous pas avoir peur d'une alternance hâtive au Cameroun ?**

C'est ce que j'ai essayé de vous faire comprendre tout au long de cet entretien. Le MRC a perçu un tel risque probablement avant les autres partis politiques, y compris ceux qui sont en charge des affaires publiques. Ce risque-là existe. Toute notre réflexion au sein de notre parti a été la recherche de voies et moyens pour éviter ce risque. Ce n'est dans l'intérêt de personne que nous soyons obligés de passer par la violence, la casse, les pertes en vie humaine, avant de revenir à la reconstruction. Au MRC, nous pensons qu'un pays se construit par strates. Que lorsqu'une strate est mauvaise, on la corrige avant d'avancer au lieu de détruire tout l'édifice pour tout reprendre à zéro. Même s'il n'y avait pas eu la manifestation dramatique de la crise anglophone telle que vécue aujourd'hui, ce risque-là existerait du fait des fraudes électorales, des manœuvres et manipulations perverses du processus électoral, ces manœuvres étant les déclencheurs des différentes crises postélecto-

rales aussi bien chez nous qu'ailleurs.

C'est parce que nous avons voulu anticiper que nous avons proposé la révision consensuelle du Code électoral avant les prochaines élections. J'ai d'ailleurs eu à interpeller le président de la République en lui disant qu'il avait là une occasion extraordinaire de laisser une marque indélébile et inoubliable dans l'histoire politique du Cameroun, en organisant des élections transparentes et en transmettant le pouvoir au vainqueur, quel qu'il soit, dans la paix. S'il le faisait, il rendrait un service incommensurable à notre pays et à lui-même. Il en sortirait énormément grand.

**Et si le pouvoir en place se nourrit de ces crises ?**

C'est possible et même envisageable. Mais, je ne veux pas, sans éléments probants, croire que la volonté de conserver le pouvoir peut amener les dirigeants actuels à adopter cette tactique mortifère. J'estime qu'on n'est pas que soi et que ceux qui ont déjà beaucoup fait pour le pays depuis plusieurs décennies sans interruption devraient penser à ce qu'ils laissent comme héritage. Ce serait dommage si l'héritage laissé devait être le sang, les larmes et les ruines.

**Parlons de la gouvernance du Cameroun. Si vous êtes au pouvoir aujourd'hui, quel type de gouvernance proposez-vous au Camerounais afin que le Cameroun devienne le moteur, la tête de proue du développement en Afrique centrale et en Afrique. Parleriez-vous de l'émergence comme il se dit aujourd'hui ?**

Pour moi, l'Émergence n'est qu'un terme à la mode, un prêt-à-penser qui franchement ne renvoie à rien et ne veut rien dire. Ces derniers temps, j'ai noté que des efforts ont été faits pour dégager des critères de l'émergence. Ces critères valent ce qu'ils valent. Je remarque seulement que l'on change de concepts comme si les autres n'étaient plus pertinents ou comme si nous étions en train de courir derrière un développement introuvable. Je préfère parler de progrès, économique et social, du développement inclusif, de l'ambition de puissance de notre pays. Certains vont jusqu'à se donner des échéances pour ce qu'ils appellent «émergence»: 2020 par-ci, 2035 par-là, comme si au jour de cette date-là, par le décret d'un homme ou un coup de baguette magique, nos pays sous-développés seront mis au même niveau que les pays que l'on considère aujourd'hui comme émergents, c'est-à-dire le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde, etc.. Soyons sérieux. Travaillons dur. Construisons notre pays. Ce n'est pas par des slogans que nous bâtirons le Cameroun. La politique des slogans participe de la gouvernance formulière ou d'affichage. On utilise des formules comme si la magie du verbe allait opérer par elle-même. C'est la raison pour laquelle on nous parle d'agriculture de première ou de deuxième génération. J'ai entendu parler de projets structurants de deuxième génération. Arrêtons avec les slogans qui nous rendent sourds. Ce ne sont pas des termes que nous utiliserons quand nous serons au pouvoir. Il n'y aura pas de politique fiction. Des infrastructures qui n'existent que sur papier glacé et dans les annonces publicitaires. Nous fixerons un cap et mobiliserons les Camerounais pour l'atteindre, contre vents et marées. Notre gouvernance sera démocratique et placera la lutte effective et

efficace contre la corruption au cœur nos préoccupations. Nous placerons la probité dans la vie publique au cœur de notre action publique, ainsi que le principe de la déclaration des biens et avoirs avant l'entrée en fonction conformément à la constitution.

Nous n'entendons pas la gouvernance démocratique dans le sens uniquement du jeu électoral. Il sera question pour nous d'ouvrir les fenêtres afin que les Camerounais respirent, en les responsabilisant davantage. Si la décentralisation n'avait pas été dévoyée, elle aurait été une des modalités efficaces d'enracinement de la démocratie au niveau dans notre pays. Nous permettrons aux Camerounais à tous les niveaux de prendre en charge leur destin jusqu'au niveau local, de sorte qu'ils n'aient plus besoin pour signer le moindre document administratif d'aller à Yaoundé. Nous ferons en sorte que la décentralisation permette une formation politique et démocratique à la périphérie, car c'est une modalité de distribution périphérique du pouvoir. Tout est concentré et étouffé par le pouvoir central est l'unique dispensateur de tout bien, y compris de l'air que nous respirons. On comprend pourquoi, il a peur que le contrôle de nos vies lui échappe.

Nous prônerons la transparence et la reddition des comptes. Nous éviterons d'exposer nos dirigeants à la tentation en les laissant trop longtemps à un même poste de responsabilité. Une des façons de combattre la corruption est de ne pas laisser les responsables à un même poste trop longtemps.

Notre gouvernance sera celle qui laisse au secteur privé la possibilité de créer la richesse. Cet aspect est fondamental dans un pays en développement. Il n'y aura pas de développement dans notre contexte et dans notre situation sans création des richesses. Nous mettrons en place un pacte stratégique avec le secteur privé. L'articulation public-privé sera forte et mise au service du développement national.

**Comment vous et le MRC entrevoiez-vous les relations du Cameroun avec les partenaires internationaux (FMI, Banque mondiale, partenaires bilatéraux et multilatéraux) ?**

Le MRC dirigeant le Cameroun, aucun partenaire ne viendra au Cameroun, comme je l'ai dit au début de cet entretien, pour nous imposer son schéma, son plan, ses projets de développement à lui. Il trouvera un cadre préalable dans lequel il pourra s'insérer ou intégrer ses projets, pour le développement de notre pays, pour le progrès social de nos populations. Autrement dit, son aide devrait nous permettre d'atteindre nos objectifs, fixé selon notre vision. Nous savons exactement ce que nous voulons pour le développement de notre pays, secteur par secteur, y compris des secteurs insoupçonnés.

**Iriez-vous jusqu'à détricoter certains accords ?**

Cela dépendra. Pour le moment, nous ne les connaissons pas tous, encore moins dans les détails. Quand nous serons au pouvoir, nous prendrons connaissance du contenu desdits accords et nous aviserons. Pour faire simple, les actions du MRC seront guidées par l'intérêt national.

**Enfin, quelle est votre position par rapport à une monnaie nationale autre que le franc CFA qui est suffisamment critiqué ?**

Notre position est connue. J'ai

d'ailleurs été le seul leader politique à être brocardé au cours de l'année 2015 sur cette question. On m'a prêté toutes sortes d'idées et d'affirmations farfelues. Je sais que nous sommes dans un univers politique où l'on dit que tous les coups sont permis, même les plus bas; mais tout de même! Il s'agissait juste d'une manigance d'un petit groupe de mesquins qui ont prétendu que j'ai déclaré que je ne sortirai jamais de la zone franc parce que mon modèle serait Alassane Dramane Ouattara et que, comme lui la France allait m'imposer au pouvoir au Cameroun. Je n'avais aucun moment parlé du président de la Côte d'Ivoire. Je n'avais aucune raison de parler de lui. Mes contempteurs avaient inventé cela pour qu'il y ait un semblant de cohérence dans leur propos.

Si l'intérêt national commande que nous sortions de la zone franc, nous en sortirions. Je sais que des Camerounais aiment qu'on réponde par oui ou par non à des questions complexes. Mais, comme je l'ai dit, je m'exprimerai sur tous les sujets avec la même exigence de responsabilité, car ce que je dis pourrait engager demain le destin des Camerounais. Nous devons être très prudents lorsque nous parlons de la monnaie. Si je prends une posture d'universitaire, je peux dire tout ce que je veux, parce que cela ne prètera pas à une conséquence directe. Si vous aspirez à diriger le pays et qu'il arrive que vous y arriviez, les citoyens et l'opinion publique se souviendront de vos prises de position antérieures. C'est pourquoi sur ces questions, un dirigeant responsable se prononce au moment de prendre la décision, qui va soit dans un sens soit dans l'autre. Lorsque nous aurons tous les éléments nous permettant de prendre une décision, nous verrons ce qui a lieu de faire. Nous pouvons sortir du franc CFA en créant une monnaie sous-régionale. Je n'entends pas trop parler de cette autre option. C'est à nous de savoir ce que nous voulons faire de notre souveraineté monétaire. Tout comme nous pouvons dire que nous sommes un grand pays ayant les capacités intellectuelles et techniques pour gérer notre monnaie nationale et choisir de créer une monnaie camerounaise. Encore faut-il que nos experts sur les questions monétaires -et Dieu merci nous en disposons parmi les plus éminents- soient consultés. Si la décision de créer une monnaie est politique, sa mise en œuvre est une affaire d'experts. En la matière plus qu'en toute autre, il faut se donner toutes les chances de ne pas prendre les mauvaises décisions, car les conséquences seraient catastrophiques pour le pays, pour les ménages et pour chaque citoyen individuellement. Il est prudent et sage de ne pas allumer des feux inutiles sur la question de la monnaie. La monnaie n'aime pas le bruit. Je le dis et le répète, si l'intérêt du Cameroun commande que nous sortions de la zone franc, nous en sortirions. Nous ne le ferons qu'en toute responsabilité, c'est-à-dire en ayant toutes les cartes en main et en nous assurant que notre sortie ne dévastera pas l'économie nationale et ne ruinera pas nos compatriotes.

Entretien mené par!  
JEAN-BOSCO TALLA  
TSISEBE DJOMOND.

Maurice Kamto est l'un des penseurs camerounais, pour ne pas dire africains le plus en vue de sa génération, il aime bien se distinguer des intellectuels organiques ou lècheurs de bottes du « prince » qui ont abdiqués à leur fonction faisant le choix de la survie pour quelques billets tirés de la corruption et des détournements que leur offre la frénésie qui les pousse à la quête de nominations et à des postes de domination, fuyant leurs responsabilités premières et livrant le peuple à une opération de stérilisation de l'esprit. Son refus de rendre les armes avant d'être battu, son souci constant de penser les problèmes cruciaux de nos sociétés africaines post-coloniales en quête d'elles-mêmes et son combat contre toutes formes de domination lui ont attiré l'admiration ou la haine, c'est selon, de certains de ces compatriotes qui le considèrent comme un intellectuel frondeur, impertinent, dissident. Professeur agrégé de droit et de sciences politiques, il est ministre délégué, auprès du ministre de la Justice. Démissionnaire en novembre 2011, il est l'un des pères fondateurs du MRC (Mouvement pour la Renaissance du Cameroun) dont l'un des objectifs est de réanimer le débat politique dans ce pays où l'opposition est généralement fragmentée et manipulée. Il fait figure d'homme politique opposé au régime Biya, au pouvoir depuis 1982.

Le travail qui est le nôtre, consiste à présenter la trajectoire intellectuelle de cet homme, Maurice Kamto notamment à partir de ses trois ouvrages majeurs qui ont retenu notre attention. A savoir

- *Pouvoir et droit en Afrique Noire*. Essai sur les fondements du constitutionnalisme dans les Etats d'Afrique noire francophone, Paris, LGDJ, 1987, 545p.

- *L'urgence de la pensée. Réflexions sur une précondition du développement en Afrique*, Yaoundé, Mandara, 1993, 209 p.

- *Déchéance de la politique. Décrépitude morale et exigence éthique dans le gouvernement des hommes en Afrique*, Yaoundé, Mandara, 1999, 260 p.

La question à laquelle ces ouvrages tentent d'apporter une solution efficace étant : **comment libérer l'Afrique de la domination totalitaire et œuvrer pour son développement véritable ?**

En 1983, Maurice Kamto, à 29 ans, soutient sa thèse de Doctorat d'Etat à l'Université de Nice à la Faculté de Droit, *Pouvoir et droit en Afrique*. Essai sur les fondements du constitutionnalisme dans les Etats d'Afrique Noire, couronnée par la Faculté (Prix de thèse) et par la ville de Nice. Cette thèse sera l'objet d'une publication en 1987 à LGDJ. Il se révèle au public comme un jeune brillant, exceptionnellement doué promu à une féconde carrière universitaire. Dans l'avant-propos, Gérard Conac

AU COEUR D'UNE OEUVRE

## Maurice Kamto, un intellectuel authentique

A travers ses trois ouvrages, il entend jouer le rôle d'éclairer et d'éveilleur de conscience. Intellectuellement, Maurice Kamto est resté égal à lui-même.



affirme qu'il « allie témérité et ténacité » Témérité dans la mesure où il a le courage de s'attaquer aux problèmes les plus délicats de la technique, de la philosophie, de la sociologie du droit, car il a su parfaitement assimiler et exploiter une masse impressionnante d'ouvrages et d'articles, pour offrir une remarquable synthèse pluridisciplinaire. Ténacité parce qu'il il a pu rédiger un volumineux ouvrage (545 p.) servi par « la grande honnêteté intellectuelle », selon Paul Isoart, qui confirme ses qualités révélées de travailleur acharné, chercheur très cultivé profondément attaché à ses convictions. En effet, il va en guerre contre toutes formes d'autoritarisme dont le danger à long terme est le monolithisme politique ou les monarchies tentaculaires qui atomisent les individus en les réduisant à des machins, pantins. Le jeune Kamto se donne ainsi des objectifs nobles et humanistes auxquels il va s'engager au péril de sa vie à les respecter. Son goût pour la liberté et la libération de ses concitoyens va le conduire à dénoncer les dérives totalitaires observées à l'époque dans la plupart des Etats Africains. Il s'attaque tout d'abord à la domination politique. Pour lui, celle-ci réside en plusieurs lieux. Le premier est lié à la violence coloniale marquée par la désacralisation et la destruction des cultures indigènes dont les ambitions étaient l'assimilation, l'exploitation et la domination. Cette entreprise fut négative et Kamto se situe dans la lignée des Césaire, Fanon, Sartre pour la condamner radicalement. Elle a ainsi affaibli et rendu fragile les constitutions coutumières qui ont été progressivement desubstantialisées après les indépendances. En Afrique, affirme-t-il « les indépendances ont permis la nationalisation des pouvoirs coloniaux par les élites locales, et leur constitutionnalisation apparente, mais loin de les stopper,

elles ont plutôt accéléré le processus de déstabilisation des sociétés traditionnelles, amorcés par la décolonisation. En voulant imposer des changements rapides, les nouveaux gouvernants africains, n'ont fait qu'accroître le désarroi des gouvernés ». Il n'hésite pas à qualifier nos Etats d'« avortons, frileux, en permanence sur le qui-vive ». La violence postcoloniale lui paraît plus ravageuse que la précédente car elle introduit de nouvelles formes de dominations dont les effets s'étalent en gravité sur les plans politiques, économiques et humains. Leur prouesse prodigieuse soutiendra-t-il est d'avoir suscité la nostalgie de la période coloniale, « le crime paie encore en politique » dans nos Etats, celle-ci marche à la terreur, à la répression. Nous sommes au cœur des « Républiques cannibales ».

L'obsession possessionnelle de la classe dirigeante ouverte à la démesure et la mégalomanie du pouvoir a ruiné les bases de l'Etat moderne. Ceux-ci, sous le prétexte de l'unité nationale se sont transformés en monstres Léviathan. On parle alors de nuit coloniale ou de nuit des indépendances. Le multipartisme existant a été substitué au monopartisme dominé par le culte du chef, le fascisme ordinaire qui combine tribalismes et ethnisismes favorisant les replis identitaires. Dans ces régimes unanimitaires, la peur et le mal gouvernement sont devenues des modèles de gestion. Cette attitude a eu un impact négatif sur l'éclosion de la pensée. Celle-ci se retrouvant embrigadée au point de s'amenuiser complètement. Dans un tel contexte, dominé par la « collusion des tribuns et de la pègre » la politique a cessé d'être l'art de gouverner et d'arbitrer pour devenir une tare ; un art de mépriser et de détruire. Car « les chefs ne dirigeront plus, ils surfent sur les ruines de nos rêves brisés. [...] en fait, ils gouvernent par le

chaos. Personne ne contrôle personne, nul n'a de compte à rendre à qui que ce soit ». Il se trouve que « nos monarchies tentaculaires actuelles ne sont ni patriotiques, ni inspirées. Leur seul génie, c'est d'avoir su faire place nette de tout ce qui peut leur donner mauvaise conscience; d'avoir su, à dessein ou non, créer l'indifférence politique chez leurs concitoyens en les contraignant au découragement, à la résignation, à la désespérance devant l'insuccès de toutes les formes de luttes entreprises et tant de sacrifices consentis en vain ». Nous sommes en pleine Déchéance de la politique, la politique est tombée en dégenérescence parce qu'elle « est atteinte d'une maladie de langage: elle n'en finit pas de finir ».

Cette situation catastrophique illustrée par l'inversion et la désacralisation des valeurs nous installe dans un désert intellectuel et éthique. Il appelle à la responsabilité des intellectuels et autres leaders d'opinion dont il constate la défaillance. Penseur de la lignée de Sartre et Chomsky, il s'attaque à l'aveuglement, l'idolâtrie à laquelle les intellectuels se livrent. Il n'y a point de volonté chez ceux-ci de « dire la vérité », de dévoiler en faisant tomber tous les masques mystificateurs de la réalité sociale, ils s'engagent en « des mercenaires prêts à se vendre; ils sont responsables de la désertification galopante de la pensée chez nous ». Ils arbitrent leur silence sous des faux prétextes pour valoir courtisanisme et l'impunité car ils sont des « guides éclairés » des chefs d'Etats. Cette complicité coupable les rend co-responsables de nombreux crimes commis, notamment celui lié à l'embalement de la pensée. « Je vois en effet, affirme-t-il dans *L'urgence de la pensée, dans l'embalement de la pensée, la raison première de l'enlèvement de nos sociétés dans l'ornière du non développement...* ». Il est clair, poursuit-il, que les lettrés par leur attitude « emboîtent le pas aux politiques et se posent en complices d'une politique de stérilisation des esprits : Il faut survivre et faire les siens, dans des systèmes où l'on ne peut passer à table qu'à condition de savoir tenir sa langue. Démission ou cynisme, le silence règne, à la faveur d'une conspiration générale. Les générations précédentes se déchargent honteusement sur les suivantes et ainsi de suite... philosophie du ventre et a-plat-ventrisme philosophique ».

Pour Kamto, l'intellectuel des pays sous-développés « est

celui-là qui ose penser haut sans croire à son infailibilité; qui a le courage de faire la mue quand se déclare l'erreur; et qui sait par-dessus tout que penser ne va sans risque ». C'est le pourvoyeur d'idées et de valeurs de sa société, c'est celui qui rame à contre-courant, qui vainc la peur, cette incroyable torpeur qui fait barrage à la démocratie. Il sait qu'il ne doit rien ajourner, ni différer. Ainsi toute résignation ou tout fatalisme dans une telle situation lui sont proscrits. Il est urgent de penser afin de sortir de l'unanimité uniformisante et du monolithisme, causes essentielles de la déliquescence de nos cultures, de sa ruine et de son enlèvement, « penser; c'est agir plus exactement c'est inaugurer l'action » « c'est l'arme qui libère l'individu aussi bien que le peuple... ». Il y a urgence de penser en Afrique, urgence de comprendre que la pensée est pouvoir, moteur de la dialectique sociale ainsi que le levier et le levain de la démocratie. Il est donc nécessaire de donner le cap, de civiliser et de repenser la politique en Afrique comme une exigence éthique fondamentale de redéfinition et de refondation du sens commun. Cette entreprise laborieuse mais salutaire passe le besoin d'inventer un mode original du vivre-ensemble fondé sur l'édification d'un pacte républicain et d'un pacte culturel qui débouche sur la citoyenneté multiculturelle. C'est la « théorie du gouvernement transactionnel » qui invite à l'écoute, au dialogue et à la décision.

En clair, la pensée politique de Maurice Kamto apparaît comme l'une des pensées dominantes de la fin du XX<sup>ème</sup> siècle et de ce siècle, son immense œuvre nous aide à comprendre notre Afrique mais aussi d'agir pour sa libération et son développement véritable. Le temps a fait son œuvre, et nul, aujourd'hui, ne peut plus contester la pertinence, la profondeur, l'originalité et la lucidité de son travail. Elle occupe une place à part dans la pensée politique africaine et mondiale.

**KAKMENI YAMETCHOUA**

**Note:** Les citations sont tirées des ouvrages indiqués dans le texte. Le lecteur s'y reportera pour les localiser. Faute d'espace nous n'avons pu les indiquer.

(← suite de la page 2)

et de construire un modèle alternatif, efficace, productif et transparent. Le recrutement du personnel constituant en général le talon d'Achille de ce genre d'initiatives, nous avons élaboré des procédures de recrutement inspirées du modèle qui avait cours dans les organismes internationaux : descriptions du poste, appels à candidatures, comités de sélection, test et/ou interview en équipe et enfin sélection du meilleur candidat. Pareille démarche pouvant paraître trop théorique et l'UdM n'ayant pas encore les moyens de s'attacher les services d'un cabinet de recrutement conséquent, nous avons obtenu qu'un praticien de ce genre de procédures, ancien cadre administratif d'une multinationale de la place, vint nous accompagner à nos débuts. Grâce à ce type de démarches, l'UdM put s'attacher les services d'un certain nombre de cadres d'une qualité incontestable, et ce, aux dépens des promesses de recrutement et des projets inavouables. Mes obligations professionnelles aux USA m'obligeant à y passer le semestre, je fus désormais placer devant le fait accompli : les recrutements s'effectuaient soit en mon absence, soit en ma présence, mais à l'aide d'une procédure truquée, consistant à former des jurys de sélection composés principalement des membres du clan familial/amical/villageois déjà en place, ces derniers ayant des consignes précises. L'UdM se retrouva ainsi avec nombre d'employés totalement improductifs mais bénéficiant d'avantages considérables, afin de nourrir les membres de son réseau.

Il va sans dire que le réseau familial ainsi mis en place avait une incidence on ne peut plus négative sur la gestion de l'institution. En plus de devoir bien souvent recruter des personnes véritablement compétentes pour les substituer aux membres du clan à l'incompétence avérée et qu'on payait à ne rien faire, le personnel s'organisait en réseau d'allégeance aux divers parrains. Etant donné qu'il était plus aisé d'introduire des membres de la famille ou des amis du village au sein de l'administration, un malaise s'installa rapidement entre le personnel administratif et le personnel enseignant qui, assez paradoxalement, devint le parent pauvre d'une institution pourtant naissante. À proprement parler, la gestion du personnel n'était pourtant que la partie visible de l'iceberg. Entièrement contrôlés par un réseau fermé, les secteurs financiers et d'approvisionnement étaient davantage au service d'un mauvais génie qui les utilisait à sa guise, qu'au service de l'institution. De là à penser que les pratiques de surfacturation, les entreprises quasi fictives, les distributions de rétro-commissions et autres, étaient monnaie courante dans la gestion de la structure, il n'y a qu'un pas que l'on peut franchir aisément.

## 2. Tentatives de remise en question

Mais alors, pourra se demander le lecteur, comment se fait-il que personne d'autre n'ait osé dénoncer les moeurs occultes qui étaient en train de faire leur nid à la tête d'une entreprise collective ? Il se trouve que nombre de personnes qui faisaient partie du Conseil d'Orientation et qui étaient susceptibles de dénoncer la mafia naissante étaient elles-mêmes soudoyées puisqu'elles s'abreuyaient à la même source. Dans un rapport que je rédigeai en février 2013 à l'attention de la haute administration de l'Institution, je relevai, au terme d'une lecture attentive des contrats de prestation, un certain nombre d'anomalies mais curieusement, la lecture du memorandum ne suscita aucune réaction. En voici un extrait :

Il est regrettable que dans le feu de l'action, il n'y ait pas eu une réflexion préalable sur la définition d'une nomenclature à donner à tous ces contrats et encore moins des considérations éthiques. De ce dernier point de vue, il me semble que nous aurions dû trouver une autre formule pour compenser le travail des membres de la commission des infrastructures qui sont en même temps propriétaires de cabinet d'études. Comment éviter les délits d'initiés et autres conflits d'intérêts avec des personnes qui sont à la fois, membres de l'AED, membres de la commission des infrastructures et bénéficiaires des marchés auprès de l'AED/UdM ? Pareilles pratiques sont en contradiction flagrante avec les exigences des partenaires internationaux avec lesquels nous voulons/allons désormais faire affaire.

Par ailleurs, comment expliquer que nombre de ces contrats prévoient une commission de contrôle, de suivi et d'évaluation alors que certains sont muets sur cet important aspect ? Cela signifie-t-il qu'il peut nous arriver de renouveler des contrats sans évaluation ? Bien plus, certains contrats prévoient des personnes physiques et spécifiques pour le suivi, l'évaluation et la validation des résultats. Il en va ainsi des contrats avec certains membres de la commission des infrastructures. Non seulement, et nous le savons tous, certains membres de la commission participent au lancement des marchés, mais ils se les octroient, les font évaluer et réceptionner par leurs proches collaborateurs qui sont en fait leurs employés !!! Tout cela me semble passablement inesthétique.

Il m'apparaît risqué dans une entreprise comme la nôtre de mandater des personnes physiques au lieu des services pour procéder aux évaluations des prestations. Par ailleurs, il est urgent d'élaborer un canevas type des contrats de sorte qu'ils comportent tous ou presque des chapitres précis, aisément repérables.

L'absence de contrôle, du suivi et d'évaluation explique sans doute pourquoi certains contrats sont renouvelés de manière automatique sans aucun égard aux résultats obtenus et sans mise en contexte des frais encourus. A la veille du renouvellement des contrats en cours, nous devons nous demander si, à qualité égale, il n'est pas possible de trouver mieux sur le marché ou même de nous attacher un employé à temps plein. On observe que le personnel du secteur académique est de plus en plus curieux des émoluments - abusifs ? - versés à certains acteurs du secteur technico-administratif. Voilà qui crée des frustrations et même des tensions que nous devons essayer d'éviter.

**AMBROISE KOM, Université des Montagnes: Pour solde de compte**, Yaoundé, éditions des peuples noirs, 2017. A paraître

## PATCHWORK

# Le compte d'affectation spécieux

Le travail de **Mouhtar Ousmane Mey**, secrétaire général du ministère des Arts et de la Culture et président de la Commission des Arts et des Lettres, n'est pas bien difficile. Outre les travaux en sous-commissions qui débute souvent après la présentation de la procédure et des conditions d'éligibilité au financement du Compte d'Affectation Spéciale pour le Soutien de la politique culturelle, par Jean **Jacob Nyobe**, secrétaire administratif et technique de la Commission des Arts et des Lettres, le reste est facile. Et tout cas, en consultant la liste des bénéficiaires de ces fonds publics pour le second semestre 2016 par exemple, on peut se rendre compte des répartitions affinitaires. Dans la liste des bénéficiaires du compte d'affectation spécial pour le soutien de la politique culturelle (Casspc) au titre du second semestre 2016 et pour un montant de 211 751 440 Fcfa, des noms sont incongrus. Dans la catégorie « Appuis aux festivals, événements culturels et autres arts » qui se taille la part du lion dans cette enveloppe (75.210.720 Fcfa) soixante récipiendaires ont bénéficié du soutien de l'Etat. Parmi eux, le Pr Adolphe Minkoa She. Le vice-recteur de l'université de Yaoundé II-Soa chargé de la recherche, de la coopération et des relations avec le monde des entreprises a bénéficié de la somme de 1.000.000 FCFA comme appui à l'organisation d'un colloque dont le thème était « Les droits fondamentaux au prisme de l'action sociale de Madame Chantal Biya ». L'événement qui s'est tenu du 1er à l'université de Yaoundé II avait suscité diverses réactions chez les universitaires et le grand public tant sur son opportunité que son financement. Si certains s'interrogeaient sur la nécessité de ces assises, d'autres y voyaient un prétexte pour un détournement de fonds. L'appui aux acteurs de l'art musical est le secteur qui enregistre le plus de bénéficiaires. 113 artistes de ce secteur ont bénéficié des sommes allant de 500.000 à 100.000.000 Fcfa. 35.500.000 Fcfa ont été débouqués pour la catégorie « Appuis au cinéma et à l'audiovisuel ». Les domaines de la littérature et les arts dramatiques quant à eux ont englouti la somme de 12.538.000 Fcfa. Ont également bénéficié du Casspc, les activités telles que l'accompagnement de l'organisation d'obseques d'artistes disparus, les événements culturels et internationaux, les aides pour les maladies, etc. Mais parmi les bénéficiaires, de nombreuses pontes du régime et dont on n'est pas sûr qu'ils soient aussi pauvres que ça. On peut notamment citer Bernard Messengue Avom, qui a reçu un petit cadeau de deux millions pour rédiger un livre. Cette Commission, il faut le rappeler, est l'instance consultative, aux côtés du ministre des Arts et de la Culture pour lui donner ses avis, notamment sur des initiatives et entreprises relevant de diverses matières de l'action publique culturelle, action que le ministre des Arts et de la Culture, Pr. **Narcisse Mouelle Kombi** formule autour de trois grands axes structurants, à savoir la promotion progressive de la créativité et l'amélioration de la productivité littéraire et artistiques ; l'exploration, la conservation et la valorisation de la mémoire collective dans les multiples registres du patrimoine matériel et du patrimoine immatériel et le développement de l'animation culturelle par la dynamisation accrue des événements culturels nationaux et locaux.

Pour le secrétaire général du ministère des

Arts et de la Culture, « Les créateurs des œuvres de l'esprit, tout au moins ceux qui se distinguent par leur originalité, par la recherche de l'excellence, tous secteurs confondus, doivent-ils recevoir à l'issue de nos travaux, le réconfort et les encouragements du Chef de l'Etat, son Excellence Paul Biya, à travers leur éligibilité au financement du Compte d'Affectation Spéciale pour le Soutien de la Politique culturelle ». **Mouhtar Ousmane Mey** précise aussi que toutes les communautés qui composent la nation camerounaise sont équitablement éligibles au financement du Compte d'Affectation Spéciale. Faux et archifaux. La preuve avec la liste des bénéficiaires des dernières assises.

Le **Pr Mouelle Kombi** a du pain sur la planche. Il doit redoubler de vigilance, sinon, ces collaborateurs le mettront dans la sauce.

On dit aussi que depuis un certain temps, **Paul Biya** est dans une colère noire. Il venait juste de se rendre compte que certaines notes de renseignements avaient été manipulées pour des raisons inconnues, certainement pour nuire à certaines personnalités de la république. C'est très grave si ce n'est que maintenant qu'il vient de se rendre compte. Même nos grand-mères au village qui ont eu à avoir affaire aux *mange-mille*, en savent quelque chose. C'est l'affaire Me Harissou, qui reste pendant devant le tribunal, rapportée par certains hommes de confiance qui a dessillé les yeux du chef de l'Etat. Il se dit que ses manipulations ont été orchestrées par le directeur général du renseignement extérieur (DGRE) en personne, le commissaire divisionnaire **Léopold Maxime Eko Eko**. Il se dit aussi que ce cas n'est pas le premier du genre et que pour passer des messages au chef de l'Etat et à l'opinion, il requisionne régulièrement des journaux qu'il finance pour entretenir son image. Vrai ou faux ? Toujours est-il qu'il se murmure que les jours **Léopold Maxime Eko Eko** sont désormais comptés à la tête de la DGRE. Rien d'étonnant pourtant. La plupart des agents de renseignement, surtout quand ils sont des policiers, sont des spécialistes de la manipulation, des fiefés menteurs. Rares sont des policiers qui disent la vérité. **Martin Mbarga Nguélé** en sait quelque chose. Comme nous le disons dans l'une de nos éditions, après avoir reçu la plainte que **Mba Onana Martial** Yannick Etudiant-Chercheur en Sciences Politiques (Relations Internationales) Université Yaoundé II (Soa) avait porté contre le commandant du GMI de Yaoundé, le Commissaire de police principal **Ondo Jean Rachilin**, il avait coté le dossier à ses collaborateurs. Ces collaborateurs, qui veulent couvrir leur collègue, ont décidé de le tourner dans la farine, soi-disant parce qu'il vieit ; il n'aura pas le temps de parcourir tout le dossier. C'est ainsi qu'ils ont rédigé un rapport qui, hélas!, n'a pas convaincu le DGSN. Aussi ont-ils volontairement omis de dire au DGSN qu'un certain Ongandzi avait également porté plainte contre le **ComGmi**, pour des faits presque similaires. Selon nos informations, le dossier a été à nouveau confié au commissaire **Meva**, réputé plus intègre et incorruptible. Des policiers rencontrés à la DGSN soutiennent qu'avec lui, la vérité va éclater. Selon plusieurs sources **Ondo Jean Rachilin** trainerait beaucoup d'autres casseroles. Vrai ou faux ? L'enquête de Germinal ne poursuit.

MAHEU



Mouelle Kombi

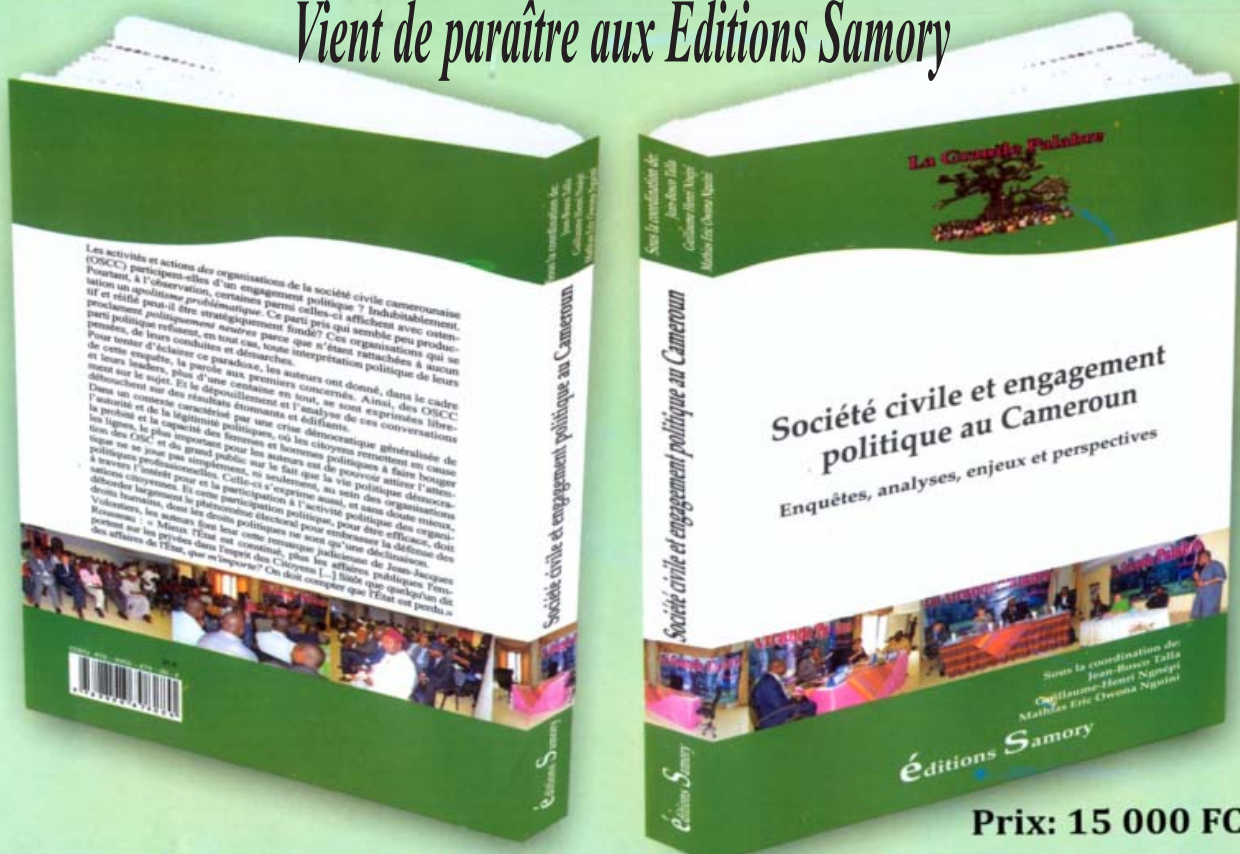


Mbarga Nguélé

# La Grande Palabre

Tous les derniers jeudis du mois à l'hôtel Franco à Yaoundé. Une discussion sur un thème en rapport avec l'actualité nationale et internationale. En attendant les verdicts des tribunaux que nous avons saisis à la suite des interdictions d'organiser des réunions publiques dont nous avons été l'objet, les conférences-débats dénommées La Grande Palabre sont suspendues en ce qui concerne la ville de Yaoundé.

*Vient de paraître aux Editions Samory*



Prix: 15 000 FCFA

En vente dans toutes les librairies et les kiosques du réseau Messapresse